

Sommaire



Cette brochure a été réalisée par le Bureau d'Etude de l'Interrégionale de la FGTB de Bruxelles, 34 Bd. de l'Empereur, 1000 Bruxelles.

En collaboration avec
l'asbl Centrale Culturelle Bruxelloise

Editeur responsable: Paul Binje
Mise en page: Aanzet/MakingMagazines

Avec le soutien de la Commission Communautaire Française

Les textes n'engagent que leurs auteurs.

EDITORIAL

- Le Bureau de l'Interrégionale de la FGTB de Bruxelles 1

LES SYNDICALISTES CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME: HISTOIRE D'UNE LUTTE

- Entre les deux guerres: L'Union Socialiste Antifasciste, *contribution de Dominique Fervaille* 2
- De l'après-guerre à nos jours: La FGTB lutte contre le totalitarisme, *interview de Georges Debunne* 5
- Visite à Auschwitz: un projet à haute valeur humaine, *contribution de Baudouin Ferrant* 9

LIBERTÉ ET TOLÉRANCE

- Jacques Rozenberg: Un être vivant qui a traversé la mort, *par Andrée Rozenberg - Caillet* 11
- Jacques Rozenberg: 1922-1999 12
- Récit de la première journée de la Marche de la Mort Jaworzjno-Dachau, *par Jacques Rozenberg* 13
- Programme de la campagne «Liberté et Tolérance» 14
- Œuvres de Jacques Rozenberg 16
- Lettres à la mémoire de Jacques Rozenberg 18
- Témoignages de délégués 20

ACTUALITÉ

- L'ordre mondial néolibéral et la montée du populisme politique, *par Eric Goeman* 22
- Les syndicats contre l'extrême droite, le racisme et la discrimination, *par Nouria Ouali* 26
- Auschwitz nous parle d'aujourd'hui: regard de syndicaliste, *par Baudouin Ferrant* 29



Éditorial

Camarade, Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous présenter dans cette brochure le résultat de la démarche d'un groupe de travail¹ constitué autour du thème «Auschwitz hier et aujourd'hui».

Après la seconde guerre mondiale, les idées, les mouvements et les partis d'extrême droite n'ont jamais vraiment disparu. Aujourd'hui, ils prennent une place importante sur la scène politique, partout en Europe. C'est pourquoi il nous semblait important d'éditer la brochure que vous avez en mains. Ici, nous partons des premières luttes syndicales antifascistes (contribution de D. Fervaille) pour enchaîner sur la période de l'après-guerre à nos jours (interview de G. Debunne) puis plus particulièrement sur la mobilisation de la FGTB de Bruxelles (contribution de B. Ferrant) et de ses militants.

Le cœur de la présente brochure introduit avec modestie et respect l'œuvre et la pensée de Jacques Rozenberg (1922-1999), résistant et survivant des camps, et ce en hommage à ses idées, à son militantisme et à l'héritage spirituel qu'il nous laisse. Le jeudi 20 février nous vous invitons à assister au vernissage de l'exposition de l'œuvre de Jacques Rozenberg (FGTB, Bld. de l'Empereur 34 à 1000 Bruxelles, 18 h).

Enfin, la troisième et dernière partie aborde une vaste réflexion. Eric Goeman, Président de Démocratie 2000, fait le lien entre capitalisme et fascisme en ces temps de «mondialisation» tandis que Nouria Ouali, chercheur à l'ULB, expose ses recher-

ches concernant le syndicat et la lutte contre le racisme et la discrimination. Baudouin Ferrant apporte son regard de syndicaliste et Madame Andrée Rozenberg nous parle de son époux Jacques.

Cette brochure s'inscrit dans une vaste campagne contre le racisme et le fascisme que mènera la FGTB de Bruxelles durant les mois de février et mars 2003. En effet, parallèlement à l'exposition – fil rouge de la campagne – nous organisons de multiples activités: une visite à Breendonk et à la Caserne Dossin (le dimanche 23-02-2003), une formation syndicale (le jeudi 27-02-2003 en journée), la projection du film «Un jour les témoins disparaîtront» de Lydia Chagoll (le jeudi 27-02-2003 en soirée). Ensuite, nous vous invitons également à assister à deux débats: analyse théorique du fascisme et du racisme (le jeudi 13-03-2003) et stratégies contre le fléau (le jeudi 20-03-2003). Le mercredi 26 mars, nous clôturons cette campagne par une soirée pluriculturelle.

Cette campagne et cette brochure font partie de notre démarche de sensibilisation et s'inscrivent dans nos formations syndicales. Certains veulent abuser des sentiments d'insécurité et nous disons: NON, plus jamais ça! Nous vous invitons à partager nos valeurs: syndicalisme, socialisme et internationalisme, la base de notre action syndicale. Travailleurs, unissons-nous!!! Restons vigilants!!!

Le Bureau de l'Interrégionale de la FGTB de Bruxelles

1 L'expérience débute en 1997. Un groupe de délégués syndicaux participe au voyage d'étude organisé par la Fondation Auschwitz. Pendant quatre jours, ces représentants des travailleurs, encadrés par Baudouin Ferrant, découvrent les vastes plaines des camps d'Auschwitz-Birkenau et reçoivent des survivants leurs précieux témoignages. De cette expérience et de celles qui ont suivi, est né un groupe de travail dont le but est d'aller plus avant dans la réflexion et dans l'action.



Entre les deux guerres:

L'Union Socialiste Antifasciste

L'*Union Socialiste Antifasciste (USAF), fondée en 1933, s'est définie comme une avant-garde antifasciste spécialisée dans le combat physique. Sa lutte contre le fascisme englobait la lutte pour le socialisme. Dominique Fervaille, secrétaire du secteur nettoyage de la Centrale Générale, livre les résultats de ses nombreuses recherches sur ce mouvement militant.*

QU'EST CE QUE L'UNION SOCIALISTE ANTIFASCISTE (USAF)? QUAND ET POURQUOI A-T-ELLE ÉTÉ CRÉÉE?

Dominique Fervaille: Il s'agit d'un groupe né en 1933, spécialisé dans le combat antifasciste. Je dis «combat» car leur lutte antifasciste s'orientait sur tout le combat physique contre les groupes fascistes.

J'ai eu l'occasion, il y a une vingtaine d'années de faire des recherches sur ce mouvement et j'ai pensé que l'expérience particulière de ce groupe pouvait avoir un intérêt spécifique pour nous parce qu'il participe à la mémoire collective du mouvement ouvrier et de la lutte contre le fascisme entre les deux grandes guerres du 20ème siècle.

De plus, ce groupe qui a surtout été bruxellois à l'origine, avait ses locaux dans un bâtiment prêté par la Coopérative «Maison du Peuple» au 42, rue Haute (eh oui!)

En 1926, le Parti Ouvrier Belge (POB) avait créé les «Milices de Défense Ouvrière» (MDO) afin de protéger les activités et les locaux du Parti contre les attaques, parfois violentes, des groupes paramilitaires fascistes.



Les Jeunes Gardes Socialistes (JGS) étaient en nombre dans les MDO. Progressivement, les milices s'orientent vers un mouvement plus offensif, alors que l'extrême droite se montre elle aussi de plus en plus active et que de nouveaux groupements fascistes apparaissent. Vers 1933, le POB est traversé par différents courants. Le mouvement «Action Socialiste» de Paul Henri Spaak et les JGS critiquent le légalisme et le réformisme du POB.

Des membres de cette tendance vont créer l'USAF lorsque le POB parlera de dissoudre les MDO (en prévision de la loi contre les milices de 1934). L'USAF ne prétend pas à une ligne politique propre. Elle dit adhérer à la ligne de la Fédération Bruxelloise du POB mais adhère surtout à la ligne politique suivie par la Jeune Garde Socialiste.

Elle se définit comme une avant-garde antifasciste spécialisée dans le combat physique tout en reconnaissant que la lutte contre le fascisme comprend, de façon plus globale, la lutte pour le socialisme.

Il faut replacer cela dans le contexte international de l'époque. En Italie, en Allemagne, les groupes fascistes avaient imposé un climat de force dans le but d'inspirer la crainte à leurs adversaires, de démontrer leur force, d'attirer d'éventuels sympa-



thisants. Ils avaient eu alors la maîtrise de la rue au moment de prendre le pouvoir.

L'USAF veut briser l'image du fascisme en rue et, si l'on se fie aux rapports de police à partir de 1934, à Bruxelles, on peut dire que l'USAF maîtrise en partie la rue, se permettant même une attitude offensive.

QUEL EST LE PROFIL DE L'ORGANISATION?

L'USAF a un aspect paramilitaire: on y porte pour les occasions l'uniforme, on parade en rue (ouverture des cortèges du 1er mai), on s'entraîne (lutte, jiu jitsu, tir aux armes à feu,...)

Sociologiquement, elle recrute dans les milieux sociaux modestes. La plupart des recrues sont jeunes (la vingtaine d'années), ouvriers dans différents secteurs ou chômeurs, souvent affiliés à des centrales syndicales et surtout aux Jeunes Gardes Socialistes. Certains toutefois, dans le quartier des Marolles, semblent adhérer pour la forme paramilitaire et physique de ses engagements. Géographiquement, elle est très présente dans les Marolles, à Saint-Gilles et à Anderlecht dans les quartiers ouvriers de Bon Air, Moortebeek, etc.

Les sections de Bruxelles-Ville et d'Anderlecht vont vraisemblablement compter rapidement chacune au moins 150 personnes.

Peu de femmes font partie du mouvement. Elles se cantonnent pour la plupart dans une autre fonction (repérage, patrouilles, distribution de tracts, de courriers, manœuvres de diversion lors des actions).

Un rapport des policiers, en service, rue Haute le 18 juin 1934 vers 19 h 55 est assez illustratif du rayonnement de l'USAF dans le quartier populaire des Marolles. Je vous le cite:

«Ils ont remarqué à hauteur du n°80 de la rue Haute, que plusieurs individus distribuaient des tracts de propagande en faveur de l'Union Socialiste Antifasciste et du journal de cet organisme «La Liberté». Ces agents se sont approchés des distributeurs et ont

demandé l'autorisation; le nommé COUTELIER Jean-Baptiste qui accompagnait les distributeurs a exhibé deux autorisations valables du 18 juin 1934 au 2 juillet 1934, établies au nom de VERNEIRT Aimé, directeur du journal «La Liberté».

Une discussion à ce sujet a eu lieu entre l'agent 124 et le nommé Verneirt Aimé à tel point qu'il s'est formé un attroupement d'une centaine de personnes rue Haute. Les agents se sont vus dans l'obligation de conduire au commissariat les personnes précitées en vue de faire cesser le désordre. Les personnes se trouvant à proximité des intéressés ont suivi les agents au commissariat rue de la Régence et formé un rassemblement qui comptait environ deux cents personnes devant le dit commissariat. Des cris de «Vive l'USAF» ont été poussés et le chant de l'Internationale a été chanté. Nous avons fait disperser ce groupe par les agents de réserve à la Permanence Centrale.»

QUELLES SONT LES ACTIONS DE L'USAF SUR LE TERRAIN?

Les actions de l'USAF sont multiples. Comme elles se réfèrent aux institutions socialistes et à leurs campagnes, les membres font partie du service d'ordre du POB lors des manifestations, des meetings, vendent les journaux socialistes mais surtout l'«Action Socialiste». Et ensuite, ils participent aux différentes campagnes du POB. C'est eux également qui monteront la garde auprès du corps d'Emile Vandervelde et ouvriront le cortège funèbre.

Ils se mobilisent également lors de grèves telles que «la grève des taxis» en novembre 1934. La «Société Bruxelloise d'Auto-fiacre» avait engagé de nouveaux conducteurs, recrutés dans un groupe fasciste, la «Légion Nationale», pour briser la grève. Des bagarres éclatent, des taxis sont retournés, etc.

Les accrochages sont journaliers entre les militants de l'USAF et les membres et sympathisants des différents mouvements d'extrême droite, que ce soit pour interrompre la vente d'un journal fasciste, la tenue d'un meeting, d'une réunion ou même simplement pour effrayer un sympathisant d'un parti fasciste en rue.



On relève, par exemple, dans les rapports de police: le 5 avril 1934, 4 légionnaires attaqués, tous 4 blessés dont un grièvement; le 4 mai 1934, un membre de la Légion Nationale est suivi et se fait molester par une quinzaine d'USAF; le 5 avril 1935, un membre de la LN sort un pistolet d'alarme à la suite de coups reçus par deux membres de l'USAF; le 2 août 1936, un rexiste à vélo se fait renverser par une dizaine d'USAF; le 16 octobre 1938, un fasciste blessé à la suite d'une algarade est envoyé à l'hôpital,... Les exemples sont nombreux et rendent l'atmosphère de violence qui pouvait se dégager des rues. Quand le 11 novembre 1935, le parti rexiste tient un meeting au palais des sports, l'USAF tente d'empêcher le meeting en lançant des projectiles à l'intérieur, en attaquant les trams transportant les participants,...

Ils mettent en échec la manifestation prévue par la Légion Nationale le 4 avril 1936 au tombeau du Soldat Inconnu: ils mobilisent et contre-manifestent.

COMMENT ÉVOLUE LE MOUVEMENT DANS CE CONTEXTE DE MONTÉE DES FASCISMES?

Lorsqu'éclate, en juillet 1936, la guerre civile en Espagne, l'USAF compte naturellement parmi les premiers engagés volontaires pour partir combattre aux côtés du Front Populaire Espagnol. Ces volontaires en reviennent démoralisés par les difficultés et les défaites des démocrates espagnols, accentuées par l'attitude de neutralité qu'adoptent les autres pays démocrates. Les campagnes d'aide à l'Espagne Républicaine mobiliseront beaucoup d'énergie au sein du mouvement.

En 1937, on assiste à un net recul et à un découragement du mouvement ouvrier à cause de l'échec du Front Populaire en France et de la guerre civile espagnole. L'année sera encore marquée par l'affrontement électoral Degrelle-Van Zeeland à Bruxelles, mais c'est déjà le début du déclin du mouvement avec les défaites en Espagne et des désaccords de plus en plus ouverts avec la ligne du POB et en particulier de P.H. SPAAK qui propose alors l'établissement de relations avec le gouvernement de Burgos.

Durant les années 1938 et 1939, on craint de plus en plus une guerre avec l'Allemagne nazie. Le mouvement s'essouffle en raison des mobilisations et de la difficulté d'agir dans le cadre d'une politique de neutralité. Les membres se savent connus des fascistes et la crainte s'installe (avec raison). On brûle les archives, les fichiers, on cache les armes.

Ces dernières seront déterrées durant la période de 40-45. Une bonne part de ces militants antifascistes ont gardé leur courage et s'engagent dans la Résistance parmi les Partisans Armés.

Le fondateur de l'USAF, Aimé VERNEIRT, fils d'un dirigeant syndical métallo, sera arrêté le 29 juillet 1943 et exécuté à Munich le 27 octobre 1944. Son nom figure parmi d'autres sur la plaque commémorative des résistants marolliens tombés, accrochée à la façade du Mont de Piété de Bruxelles à la rue Saint-Ghislain.

QUELLE A ÉTÉ LA PHILOSOPHIE DE L'USAF?

La réflexion marquante de l'USAF, c'est qu'elle considère le rôle du mouvement ouvrier unitaire comme primordial dans la lutte antifasciste mais que cette lutte est une lutte constante. Comme il n'est pas possible de mobiliser les masses à chaque instant, cette troupe de choc se tient toujours prête. Le principe étant de refuser aux fascistes la possibilité de s'exprimer et d'investir la place publique.

L'USAF est le fruit de son époque et de son contexte mais quel que soit le jugement que l'on peut poser sur les méthodes de ces défenseurs de la démocratie et du socialisme, on peut souligner le courage de leur engagement.

De l'après-guerre à nos jours: La FGTB lutte contre le totalitarisme



Depuis la Libération en 1944, Georges Debunne a joué un rôle important dans le mouvement syndical socialiste. Successivement responsable à la CGSP, secrétaire général de la FGTB, vice-président de la CISL, président de la CES, il a eu «son mot à dire»¹ dans la lutte contre les totalitarismes. Il livre ici une partie de ce parcours.

SI L'ON VOUS DEMANDE À QUEL MOMENT A COMMENCÉ VOTRE ENGAGEMENT, VOUS POURRIEZ PRESQUE RÉPONDRE QUE C'EST DEPUIS VOTRE NAISSANCE...

Oui, je suis né un 2 mai. A l'époque, le 1er mai n'était pas un jour de fête mais un jour de lutte! Ma mère avait donc fait grève ce jour-là contre l'exploitation capitaliste. Elle a accouché le lendemain.

Les jeunes de ma génération n'ont pas été gâtés. Depuis 1937 jusqu'en 1945 ils ont vécu le service militaire, la mobilisation, la guerre, les camps et l'occupation. Huit ans, c'est beaucoup dans la vie d'un jeune adulte. Quel gaspillage de temps! Quelles révolte, faim, misère pendant ce qu'il est convenu d'appeler les plus belles années de la vie. Mais il fallait se battre, résister à l'occupant, tuer le nazisme et le fascisme. Cela allait de soi pour moi. Eviter par tous moyens que l'histoire du totalitarisme ne se répète fut la base fondamentale de ma lutte pour la démocratie totale. A savoir la démocratie politique, économique, sociale et culturelle, comme je le dirai des dizaines et des centaines de fois par la suite.

Pendant la guerre, la rentrée scolaire sera terrifiante pour moi car je suis enseignant. Le travail obligatoire est imposé par l'occupant depuis mars 1942 et au mois d'octobre de la même année, je me retrouve sans boulot. Que faire? Vivre comment? J'ai eu alors

beaucoup de chance et les choses se sont arrangées. Je suis entré comme employé au service de la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation. Un job qui me permettra, dans des conditions difficiles et délicates, d'aider des fermiers dans l'établissement de leurs plans de culture servant de base à leurs obligations vis-à-vis de l'administration occupante.

J'étais donc employé de cette institution, une administration, certes au service de l'occupant mais où résistants et collaborateurs se côtoyaient dans des conditions parfois inquiétantes. J'avais quelques fois en face de moi un flamboyant hitlérien qui déposait, comme pour m'impressionner, son revolver sur le bureau, pour agrémenter le travail.

Il est difficile aujourd'hui pour les jeunes de s'imaginer comment nous vivions. Avoir faim et froid et avoir peur sont des notions qui pour la majorité des gens n'existent plus. Il n'entre nullement dans mon intention de dire que cela n'existe plus du tout, que du contraire. Ni le régime communiste, ni le système capitaliste n'ont pu éliminer cette plaie profonde non seulement dans le monde, mais également dans les pays dits riches. Mais les quatre années d'occupation ont plongé la grande majorité de la population dans le bain, à l'exception entre autres des collaborateurs. La vie en société était totalement différente. Il y avait à la fois beaucoup plus de solidarité et plus

de haine. De 1937 à 1944...que d'années de jeunesse perdues. D'aucuns diront que cela a forgé notre caractère. Comme s'il fallait des guerres pour apprendre à vivre! Quel paradoxe!

COMMENT EST NÉ LE SYNDICAT SOCIALISTE?

Les résistants de l'intérieur du plan de culture se regroupent et fondent une section du Syndicat Général des Services Publics. Le Président, Henri Janssen, décide de s'installer place Fontainas à Bruxelles dans l'ancienne Maison des Huit Heures qui est aussi occupée par le Syndicat unique des Services Publics (les comités de lutte syndicale communiste). La volonté d'unification entre les deux syndicats est réelle mais la lutte entre les deux tendances communistes et socialistes pour la prédominance est tout aussi évidente.

Et l'aventure commence. Je suis élu secrétaire national du Syndicat Général des Services Publics. Quel dilemme! Etre à la fois directeur adjoint du personnel et délégué principal de l'entreprise. Rien ne sera simple. Les problèmes vont s'accumuler. Il faudra faire face, mais heureusement dans un esprit de joie de la liberté retrouvée.

L'UNITÉ SYNDICALE S'EST-ELLE IMPOSÉE À LA LIBÉRATION?

La Libération sera un moment de remise en question. Personnellement, j'étais préoccupé par le sort de dizaines de milliers d'agents non définitifs dans les Ministères. J'assiste de plus en plus aux réunions importantes où des décisions s'imposent. La politique générale, l'affaire royale, l'unité syndicale et la régularisation des agents temporaires vont absorber tout mon temps. Ma vie de militant engagé va prendre tout son sens.

1945 sera une année importante pour le syndicat et le Parti Socialiste Belge. Celui-ci adresse le 28 avril, une lettre qui n'avait pas été rendue publique, au Président du Sénat et de la Chambre les informant que les socialistes posaient comme condition sine qua non l'abdication du roi Léopold III pour maintenir la paix dans le pays.

En septembre 1944, libéré en grande partie du joug allemand, le mouvement syndical belge est très divisé. En dehors de la C.G.T.B. d'avant guerre, différentes organisations se sont créées pendant l'occupation à savoir les Comités de Lutte Syndicale (C.L.S.) qui se réuniront dans la Confédération Belge des Syndicats Uniques (C.B.S.U.), le Mouvement syndical Unifié (M.S.U.) de Renard et le Syndicat Général des Services Publics qui deviendra la Centrale Générale des Services Publics (C.G.S.P.), sans oublier évidemment la Confédération des Syndicats Chrétiens (C.S.C.) qui existait avant 1940. L'unité syndicale domine, dès la libération, les préoccupations de la C.G.T.B. Une unité totale, précise-t-elle, indiquant par-là sa volonté de s'unir également avec la C.S.C.

Désireux de réaliser cet objectif, essentiel pour les travailleurs, la C.G.T.B. proclame son indépendance vis-à-vis des partis politiques et son respect pour les convictions philosophiques, politiques et religieuses de ses adhérents. Un Comité provisoire est constitué mais les Chrétiens finiront par se retirer. Un Comité national de six membres est chargé de préparer une déclaration de principes qui servirait de Charte fondamentale au syndicat unifié. Il faut attendre le congrès de fusion qui se réunit les 28 et 29 avril 1945 pour que les quatre syndicats se regroupent à dater du 1er mai 1945 en une même et seule organisation syndicale, dénommée Fédération Générale du Travail de Belgique (F.G.T.B.).

Un retard de plusieurs mois se justifie par l'attitude adoptée par le bureau national des C.L.S.. Les attaches avec le parti communiste prévalaient celles avec le mouvement syndical pour les délégués des C.L.S.. Les mêmes termes n'ont pas la même signification pour les uns et les autres. Je serai d'ailleurs à de multiples reprises, par la suite, confronté avec cette conception divergente. Les points chauds de la lutte se situaient en Wallonie, mais l'influence et la politique menée par André Renard et d'autres comme André Genot à l'intérieur des Services publics ont rendu impossible l'hégémonie communiste. A Bruxelles, la lutte est dure pour éviter que les communistes l'emportent. La bataille est



également rude à l'intérieur de certaines centrales, dont notamment les services publics, les métallurgistes et les employés.

La fusion pour créer la F.G.T.B. va évidemment de pair avec la fusion au sein des organisations professionnelles. Je livre combat sur deux fronts: à l'intérieur de la C.G.S.P. et à Bruxelles.

La lutte pour le «pouvoir» s'organise petit à petit de manière démocratique. Il faut mobiliser les affiliés afin qu'ils participent le plus nombreux possible aux assemblées.

L'Institut Emile Vandervelde devient le lieu où se réuniront des socialistes pour examiner la situation syndicale. Les militants socialistes syndicalistes s'expriment à propos de la prédominance communiste. Dès le départ, je mets les points sur les «i». Il ne peut s'agir de faire la même chose que les communistes et de subir la loi du Parti. Pas de cellule socialiste à l'intérieur du syndicat. Telle est mon option. Prêt toutefois à entamer la lutte démocratiquement et à payer de ma personne. Ceci m'amène à être candidat à la présidence de la C.G.S.P.

VOTRE CARRIÈRE SYNDICALE TRAVERSE LES ANNÉES D'APRÈS GUERRE. VOUS VOUS ÉRIGEZ CONSTAMMENT CONTRE TOUTE FORME DE TOTALITARISME. QUELS SONT LES EXEMPLES QUI VOUS FRAPPENT LE PLUS?

A l'époque du «Mac Carthysme», d'un anticommunisme exacerbé, un exemple parmi d'autres mérite d'être conté. En 1951, en débarquant à l'aéroport de New York, je fus interrogé. Un questionnaire écrit posait la question de la religion que je pratiquais. Comme athée, je répondis naturellement «aucune». J'étais donc un communiste! Après quelques palabres, ma qualité de «Very Important Personality» prenait le dessus. A ce moment-là, communisme et socialisme étaient synonymes.

La même année, j'ai fait partie d'une délégation de la Régionale F.G.T.B. de Bruxelles, en Yougoslavie. C'était le moment où Djilaz venait d'être emprisonné. J'ai insisté à plusieurs reprises pour pouvoir le rencontrer. Ce fut impossible. Au début des an-

nées cinquante, des contacts bilatéraux s'établissent entre syndicats belges et yougoslaves et soviétiques. André Renard en était le précurseur. D'autres syndicats, à commencer par le T.U.C., font de même au grand dam de «l'American Federation of Labor».

La C.G.S.P. en U.R.S.S.

Une délégation de la C.G.S.P., sous la présidence de Henri Jansen, s'est rendue en mai 1956 en U.R.S.S. De mon propre gré, je n'en fis pas partie.

Les événements de Hongrie en 1956

Devenu Président, à la suite du départ à la retraite d'Henri Jansen, j'ai adressé une lettre à mon alter ego soviétique pour *connaître l'attitude spécifique du syndicat quant aux événements*. Aucune réponse ne m'est jamais parvenue.

Pour l'arrêt des expériences nucléaires

Immédiatement après le Congrès des 4, 5 et 6 novembre 1961, une délégation de la C.G.S.P. que je préside se rend chez Paul Henri Spaak, Ministre des Affaires Etrangères, pour lui remettre la résolution sur la Paix. Très impressionné par cette motion, le Ministre des Affaires Etrangères nous félicite pour notre contribution positive au maintien de la paix. La C.G.S.P. se veut le maillon central d'une chaîne d'union de tous les hommes et les femmes de bonne volonté, décidés à lutter contre l'apocalypse atomique et pour une stratégie de survie de l'humanité.

Le mouvement du 8 mai

Fin 1961, quelques hommes et quelques femmes parmi les dirigeants nationaux d'organisations sociales de tendances diverses se rencontrent, se comprennent et décident, par-delà leurs divergences idéologiques, d'unir les forces vives du pays dans une action commune contre le péril atomique, pour une paix véritable. Un appel est lancé et un Manifeste est rédigé.

Le mouvement du 8 mai est officiellement créé au Palais des Congrès à Bruxelles grâce à l'adhésion des trois grands syndicats et de nombreuses

organisations familiales et féminines, d'autres organisations sociales, d'associations patriotiques, de mouvements pour la Paix, et de mouvements de jeunesse. Quelque 60 organisations qui représentent 5 millions six cent mille adhérents! Le noyau organisateur, composé de Mmes Jeanne Laurent et Irène Pétry (Femmes Prévoyantes Socialistes), de Jacques Zwick (Ligue des Familles) et de moi-même, mettra sur pied une série d'actions réussies qui se succéderont d'année en année.

Dans un appel au grand public, le 5 mai 1962, les Présidents, Jeanne Laurent et moi dirons que «le progrès de l'humanité dépend de la prise de conscience de chacun, de sa dignité et de sa responsabilité dans sa vie personnelle et dans la vie civique». Nous sommes allés à Prague pour créer des contacts entre Mouvements de la Paix. Le Comité du 8 mai s'est aussi préoccupé de la guerre du Vietnam, de la guerre du Proche-Orient en juin 1967.

Invasion de la Tchécoslovaquie

En 1968, passé Secrétaire Général de la F.G.T.B., j'écrivais dans le Syndicat du 31 août: «La décision prise par le Kremlin d'envahir militairement un petit pays dirigé par un parti-frère, au demeurant membre du Pacte de Varsovie, constitue une erreur incompréhensible, assimilable à un méfait et capable d'avoir des suites incalculables. Bien des choses peuvent changer après cette agression militaire inadmissible. Tout le monde pensait, ou du moins espérait que, douze ans après, un deuxième Budapest n'était plus concevable, et pourtant, cela s'est produit! Même entre les pays qu'on appelle à tort «socialistes», la libre détermination de l'orientation politique de chaque pays par un parti frère et par un gouvernement communiste, n'est donc pas tolérée.

POURQUOI LE SYNDICAT S'EST-IL ENGAGÉ DANS CES LUTTES CONTRE TOUTE FORME DE TOTALITARISME?

Le mouvement syndical pouvait et devait jouer un rôle important dans la libération des peuples colonisés. Ces jougs étaient insupportables. Aider les syndicats de ces pays était un devoir impératif. La F.G.T.B. a fait dans ce domaine le maximum. J'ai été

mêlé directement à des discussions dont le but était d'organiser la solidarité et d'unir les travailleurs de ces pays. Par exemple au Portugal, bien avant la Révolution des Oeillets ou lors du Congrès du syndicat U.G.T, à Madrid, en 1976.

A chaque Congrès de la F.G.T.B. et lors d'événements importants, des positions claires seront prises. Je m'acharnerai à jouer mon rôle en faveur de la Paix dans les organes syndicaux européens (la C.E.S.L. et la C.E.S.)² et internationaux (la C.I.S.L.), comme à Genève et à Stockholm.

J'ai eu mon mot à dire...

1 «J'ai eu mon mot à dire. Mémoires.», éd. Labor, 1988.

2 «Les syndicats et l'Europe», éd. Labor, 1987.



Visite à Auschwitz: Un projet à haute valeur humaine



POURQUOI ET COMMENT SE SONT MISES EN PLACE CES ACTIONS?

Baudouin Ferrant: J'ai repris en mains les formations syndicales de la FGTB de Bruxelles en 1992 et assez vite des thèmes interprofessionnels comme la lutte contre le fascisme et le racisme se sont imposés.

L'idée est née d'un heureux hasard: la rencontre avec René Raindorf qui avait déjà fait quelques formations au Setca de Bruxelles.

René Raindorf était un homme de gauche, arrêté en tant que résistant, déporté en tant que juif. Il a fait le voyage de la caserne Dossin (Malines) à Auschwitz dans le 24ème convoi et il en est revenu. Comme beaucoup de survivants, son but a été de témoigner. Il a participé à nos formations syndicales dès 1995-1996. Il expliquait la nécessité de combattre et captivait l'assemblée à la fois par son émotion et le contenu de son message. Et tout cela avec un humour ...

Il était membre de la Fondation Auschwitz, un Centre d'études et de documentation pluraliste qui n'est attaché à aucune obédience politique, idéologique, religieuse ou communautaire. Son objectif principal est l'étude scientifique des crimes et génocides nazis et la préservation dans l'avenir de la reproduction de pareils événements. Chaque année,

***E**n 1997, cinq syndicalistes de la FGTB de Bruxelles visitaient Auschwitz. Depuis lors, visites, formations et projets se sont succédés. Baudouin Ferrant, Secrétaire de la Centrale de l'Alimentation-Horeca-Services, section de Bruxelles et administrateur de la Fondation Auschwitz est l'initiateur de ce projet à haute valeur humaine. Il est soutenu par l'enthousiasme des délégués, marqués depuis leur visite dans un camp de la mort. Interview.*

la Fondation organise un voyage à Auschwitz avec des enseignants et des animateurs socioculturels. En 1997, je suis parti avec quatre délégués du Secta, du Métal et de l'Alimentation. Nous avons été très secoués! Etre sur place et traverser, avec des survivants, les lieux du plus grand génocide organisé de l'Histoire est une expérience très intense. Tant au niveau formatif que pour une remise en question. Notre militantisme a pris un coup de fouet. Car, ces résistants éternels font un lien avec tout ce qui se passe aujourd'hui et nous mettent en garde sur le danger de nouvelles dérives. Au retour, nous étions décidés à continuer quelque chose. En quinze jours, nous avons mis sur pied des panneaux pour le 1er mai et depuis nous approfondissons le projet.

LA FGTB DE BRUXELLES ORGANISE AUJOURD'HUI UN VOYAGE ANNUEL À AUSCHWITZ. COMMENT SE PRÉPARE-T-IL? QUEL EST L'IMPACT AU RETOUR?

Avant le départ, une journée de formation théorique a lieu avec l'un ou l'autre survivant et de la documentation. Les délégués lisent énormément avant de partir. Les délégués visitent ensuite le Musée juif de la déportation et de la résistance à Malines d'où sont partis les trains vers Auschwitz. Sur place, avant la visite, a lieu une journée de

formation avec Yannis Thanassekos, directeur de la Fondation. Elle est centrée sur une lecture historique et permet de décortiquer les éléments précurseurs, des années 1930 jusqu'en 1945. On y voit que le monde politique allemand n'a pas agi seul et que les partis démocratiques, les partis de gauche, les syndicats ont tous fait un choix et cela a pesé sur le cours de l'histoire. Aujourd'hui, les historiens arrivent à nous faire comprendre comment on est arrivé au génocide. Même si des éléments restent irrationnels et inexplicables.

Au retour, nous avons une réunion de bilan où l'on se pose deux questions: Qu'avons-nous vécu? Pouvons-nous en parler? Souvent, une personne n'est pas capable d'en parler directement. On s'interpelle ensuite pour mener des actions concrètes. Je crois que chaque fois qu'un délégué fait le voyage, il ressent des répercussions sur lui-même, sur sa façon de réfléchir et sur son engagement syndical. De plus, des amitiés et un véritable esprit interprofessionnel sont nés entre les délégués des différentes centrales.

Mais pour éviter de tourner en rond, nous avons décidé d'approfondir le sujet. Au lieu de nous demander comment cela a pu arriver, nous avons vu que cela est arrivé et nous avons décidé de nous battre. En 1999, un week-end de réflexion a eu lieu et ensuite nous avons organisé un séminaire de formation de 9 jours à Borzée. En plus d'une formation théorique, nous avons travaillé sur ce que peut nous apporter ce voyage à Auschwitz en tant que syndicalistes. Nous avons axé nos travaux sur la vision syndicale en lien avec le contexte économique (lire article par ailleurs). Nous ne sommes pas des historiens, nous sommes des syndicalistes. A nous de voir à quoi il faut être vigilant aujourd'hui et comment le manifester.

QU'EST-CE QUE CELA VOUS A APPORTÉ PERSONNELLEMENT?

C'est le comble de l'horreur de voir ce que l'homme a pu faire à un autre homme! La question «comment est-ce possible?» reste éternelle! J'ai été très marqué par le contact avec des survivants comme René Raindorf et Jacques Rozenberg, qui sont

devenus mes amis. Ce sont eux qui ont fait de moi ce que je suis aujourd'hui et qui m'ont dit «vous, syndicalistes, vous devez continuer!». Continuer, c'est transmettre les témoignages, les écrits, l'esprit critique nécessaires. Car chaque être humain est toujours responsable face à un choix à faire. Si, par exemple, il reçoit un ordre, il peut se demander pourquoi accepter de l'exécuter ou pourquoi refuser...

Cette réflexion par rapport à l'Histoire me renvoie constamment à l'actualité. Que se passe-t-il dans notre monde en plein bouleversement? Quels sont les dangers? Quelles sont les manipulations, conscientes et inconscientes, dont nous sommes victimes? Je crois que je les vois plus facilement.

J'ai aussi reçu un vaccin antiraciste et je ne supporte plus aucune discrimination!

LE SYNDICAT EST-IL LE MEILLEUR ENDROIT POUR LUTTER CONTRE LE RACISME?

J'accompagne chaque année la visite avec ma double casquette, FGTB et membre du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz.

Et je suis convaincu qu'il faut travailler à l'intérieur du syndicat. D'abord parce que, lors des élections de 1995 à Anvers, une enquête sur le «dimanche noir» a montré qu'un électeur du Vlaams Blok sur trois avait un carnet syndical FGTB. Ce qui est peut-être choquant mais qui montre que nous sommes une «organisation de masse», que le racisme bête et méchant existe et que les clichés ont la vie dure. Avant, on dénigrait les chômeurs, les bénéficiaires d'allocations familiales, maintenant ce sont les prétendus «faux» réfugiés et d'autres...

De plus, des fascistes sont bien présents dans ce pays et constituent un danger. Leur projet socio-économique est anti-syndical. La FGTB a plus que jamais une mission d'éducation permanente dans la lutte contre le fascisme et le racisme. Il a fallu se battre dans les instances pour maintenir le projet chaque année. Mais j'ai été soutenu par les délégués et je n'ai jamais lâché. Beaucoup d'entre eux sont marqués à vie et se remettent en question. Ils sont restés accrochés et militent dans ce sens. Nous n'avons pas le droit d'abandonner!



Jacques Rozenberg:

Un être vivant qui a traversé la mort *



Vivant par ses contradictions, sa rage devant l'horreur, les guerres, les injustices, son besoin de tendresse souvent incompris, son besoin d'échanges principalement avec les jeunes.

Ecorché vif depuis son jeune âge mais passionné par la musique dont l'étude fut interrompue par la guerre et qu'il ne pouvait plus pratiquer, par la beauté qu'il admirait, l'amitié rare qu'il recherchait.

Après la marche de la mort, Jacques libéré à Dachau à la veille du 1er mai 1945 – date fétiche – a gardé jusqu'à la fin de sa vie la marque de son passage à Auschwitz.

Le souvenir de cette période a occupé son esprit jour et nuit.

Sollicité comme bien d'autres rescapés, il est allé pendant des années parler de son parcours de vie dans les écoles.

Exhortant les jeunes à ne pas oublier les événements du passé afin d'éviter à tout prix que de telles ignominies ne se reproduisent, il les incitait à s'engager dans l'amour des autres. En vieillissant, lorsque la maladie inéluctable

le rattrape, il se met à écrire, à peindre.

A chaque tableau correspond un texte: les œuvres sont de petit format, les textes concentrés.

En jeux de couleurs sensuels, il s'est attaché à montrer plusieurs thèmes où le rouge prédomine. Couleur du sang mais aussi de vie par sa luminosité.

Toujours, on retrouve le contraste mort-vie selon la sensation du moment.

D'un côté, il transpose l'enfer vécu dans les camps: visions cauchemardesques, traits torturés, en un cri ponctué d'interrogations et d'exclamations. Réponse en quelque sorte à la question cruciale: comment écrire et peindre après Auschwitz. D'un autre côté, il représente la nature en variations subtiles, l'amour de la vie, l'engagement, dans des tonalités vives et tendres à la fois.

De mémoires ou de rêves, il couvrit ainsi de son imaginaire des centaines de feuilles à dessin et même des radiographies.

Sa vision picturale est réellement prégnante.

Avant de décéder, il a souhaité créer une Fondation qui viendrait en aide, de quelque manière que ce soit, à la jeunesse en difficulté, illustrant les deux mots clefs qu'il répétait «Amour et Générosité».

Cette Fondation s'appelle «Mains ouvertes – Dignité de vie».

Andrée Rozenberg – Caillet

* citation de Jorge Semprun

Jacques Rozenberg

1922-1999

**NÉ EN 1922 À GRODZIK (POLOGNE)
DÉCÉDÉ LE 1ER AOÛT 1999 À BRUXELLES**

Etudie le violon, tout en suivant le cycle secondaire. Ses études seront interrompues par la guerre mais l'amour de la musique imprègne toute sa vie.

Entré en résistance par la presse clandestine, il fut arrêté et conduit à la caserne Dossin (Mechelen) en avril 1943. Il fut déporté à Auschwitz par le XXI^e convoi, le 31 juillet de la même année. Mi-janvier 1945, à l'approche des troupes soviétiques, le camp fut évacué par les Allemands. Il dut alors faire la «Marche de la Mort» en passant par plusieurs camps avant d'aboutir, deux mois plus tard, à Dachau où il fut libéré le 30 avril par les Américains.

Musicologue, il fut notamment Directeur de la Discothèque pour l'agglomération bruxelloise, appelée par la suite, Médiathèque.

Bien que malade ou peut-être parce que malade, il se mit à peindre sur petits formats. La raison de ce choix était le manque de place: sans atelier à disposition. Peignant avec ses doigts principalement, il n'employa le crayon et le pinceau qu'avec parcimonie.

La couleur fut la dominante de son expression. De «mémoire» ou de «rêves», il couvrit des feuilles à dessin et, d'une manière originale, ses radiographies.

En décembre 1997, il participa avec six peintures au colloque organisé par la Fondation Auschwitz à la Communauté Française, «La mémoire d'Auschwitz dans l'art contemporain».



En mai 2000, une peinture sur radiographie est exposée au parcours d'artistes de la Commune de Saint-Gilles.

EXPOSITIONS PERSONNELLES

«Ma Musique en couleurs»

Hôtel communal d'Etterbeek –
du 4 mai au 8 juin 2000.

«Schilderen en schrijven na Auschwitz»

Stedelijke Openbare Bibliotheek Aarschot –
du 19 au 27 janvier 2001.

«Jacques Rozenberg, over vrijheid, tolerantie
en verdraagzaamheid»

V.U.B. Rectoraat Brussel –
du 15 novembre au 15 décembre 2000.

«Peindre et écrire après Auschwitz»

Centre Culturel de Tubize –
du 23 mars au 1er avril 2001.

«J'ai rencontré la haine»

Centre Culturel de Braine-le-Comte - Salle
Baudouin IV - du 11 au 23 novembre 2001.

«Peindre et écrire après Auschwitz»

Maison de la Culture de Tournai –
du 1er au 24 mars 2002.

«Hommage à Jacques Rozenberg»

Une salle entière lui est consacrée
U.P.J.B. – Parcours d'artistes de Saint-Gilles –
mai 2002 (3 week-ends).



Récit de la première journée de la Marche de la Mort

Jaworzjno – Dachau

Il m'incombe de vous parler du pire du pire, la marche de la mort; ou plutôt des marches de la mort. Là aussi des différences; pour les uns, elle a duré un mois; pour les autres plus de quatre, mais pour tous, plein(s) de douleur indescriptible. Je ne vous parlerai que de la mienne.

Au soir, les canons soviétiques, proches. Nous sommes rassemblés en une colonne. Entourés par les SS, nous quittons le camp satellite de Jaworzjno, un pain entier reçu, glissé entre la peau et la chemise, une couverture sur les épaules. Me l'a-t-on donnée ou l'ai-je chipée? Les malades de l'infirmerie tenant à peine debout en fin de colonne. Je vous rappelle que je ne suis pas un historien. Je vous dis ce que ma mémoire a gardé. Il ne sera question ici que de mes premières 24 heures.

La colonne s'étire, les sabots raclent la neige; il fait – 20/25/30°. Une marche hallucinante commence, ponctuée par les coups de feu tirés par les SS abattant ceux qui renoncent cloués sur place et ceux qui n'en pouvant plus traînent loin à l'arrière, freinant la marche forcée.

Ici plus de privilèges: capos, chefs de bloc, chefs de chambrée sont soumis à la même horreur. Justice, enfin???

A l'aube, les SS nous arrêtent devant une grange. Les portes s'ouvrent. La bousculade commence pour s'introduire à l'abri. Serrés, bourrés à craquer, les concentrationnaires, les uns à côté des autres, les uns sur les autres, gémissent et pissent. Personne ne parle. Mais tous n'ont pu pénétrer et j'étais de ceux-là. Il ne me restait qu'à m'étendre dans la neige, enroulé dans ma couverture. Et toujours cette rage au corps, rage de vivre, de

survivre à cette injustice, qui ne m'a pas quitté tout le long de mon parcours concentrationnaire, et qui m'aura permis, cette fois encore, **quelques heures plus tard** de me relever. Toujours cette chance? Et, alors, les portes de la grange grandes ouvertes, mes compagnons sont sortis, sauf ceux qui avaient été écrasés, étouffés sous le poids de leurs voisins ou encore étranglés par ceux voulant s'approprier ce pain qu'ils n'avaient pas entamé ou à peine. Et la marche reprend jusqu'au village suivant où le maire nous distribue 2 betteraves gelées à chacun, diarrhée assurée.

Une fois encore, ma marche reprend. Nous sommes dans un état second, presque la folie. Marchant, se traînant comme **des zombies**, certains se tiennent par les bras. Mes deux compagnons – de droite et de gauche – se tournent vers moi à tour de rôle.

Le premier dit: «tu vois, ce ne sont pas des SS qui nous gardent, ce sont des soldats de l'Armée Rouge qui nous conduisent vers la liberté!»

Le second, lui, me dit «si seulement on pouvait retourner à Jaworzjno notre camp!»

C'est ici que j'arrête la relation de ces premières 24 heures. Il me faudrait des jours pour relater les quatre mois de supplice qui suivirent et les quatre camps où j'eus à mourir 100 et 1000 fois avant d'être libéré la veille du 1er mai 1945, à Dachau.

Mais toujours comme le boxeur abattu, à terre, qui au coup de gong se relève, se remet dans son coin, étanche ses blessures avec la rage de continuer le combat, s'il veut – cette fois comme tant d'autres – vaincre la mort.

* * *

S'il faut parler de solidarité, de dignité humaine, ce n'est pas aux camps de concentration ou d'extermination qu'on peut les trouver, à l'exception de quelques rares foyers.



C'est ici, **aujourd'hui** avec vous et **demain** que cette dignité, cette solidarité doivent se manifester pour réagir contre la bête immonde que sont les autoritarismes, le nazisme, le fascisme. Ils rôdent depuis longtemps et pour longtemps encore si nous ne les combattons pas.

Auschwitz-Birkenau le plus grand cimetière du monde a-t-on dit.

Cimetière, c'est silence, paix, accompagnement.

Non, **Auschwitz-Birkenau**, c'est un espace, un lieu gorgé du sang et couvert des cendres de millions d'individus qui hurlent: «plus jamais cela». Entendez-les.

Jacques Rozenberg

Témoigner c'est déposer son grain du vécu concentrationnaire dans un sillon tracé pour un monde plus humain.

Acteur d'une mémoire personnelle et collective, la conserver ne peut suffire.

La dire est un devoir afin d'éviter que l'avenir ne devienne la répétition d'un passé d'horreurs et de morts.

J'ai choisi la couleur pour «dire l'innommable» mais aussi, évitant le désespoir, mon regard est resté interrogateur, à la recherche encore et toujours de la dignité humaine.

Vouloir vivre intensément

Vouloir aimer passionnément

par peur de vieillir

Vouloir êtreindre douloureusement, infiniment la vie par peur du vide fatal.

Echappant au découragement par la rage, l'indignation,

je me sers du passé pour construire un présent et préserver un avenir.

Liberté et Tolérance du 20 février au 26 mars 2003

Grande campagne antifasciste et antiraciste de la FGTB de Bruxelles. Exposition des œuvres de Jacques Rozenberg. Au programme: témoignages, débats et soirée pluriculturelle.

Programme des activités

JEUDI 20.02.03, 18H

VERNISSAGE DE L'EXPOSITION DE JACQUES ROZENBERG

Exposition du 20 février au 26 mars. Une cinquantaine de peintures de ce survivant d'Auschwitz peuvent être découvertes pendant les heures de bureau (de 9h à 16h) dans les bâtiments de la FGTB de Bruxelles, 34 bd. de l'Empereur. Les groupes et les écoles sont invités à prendre rendez-vous au 02/512.66.66. Un guide sera à leur disposition. Accès libre.

DIMANCHE 23.02.03 EN JOURNÉE

VISITE DU FORT DE BREENDONK ET DE LA CASERNE DOSSIN

Le Fort de Breendonk

Dans l'histoire des années 1930 et 1940, le camp de concentration, en allemand le «konzentrationslager» est le lieu même où le nazisme se révèle sans masque pour ce qu'il est, un régime de terreur et de mort. Occupant la Belgique pendant la seconde guerre mondiale, l'Allemagne nazie se garde d'y installer un camp de concentration, mais l'ordre nouveau qu'elle introduit dans ce pays ne saurait s'exercer sans recourir à la terreur. De 1940 à 1944, le Fort de Breendonk est l'instrument même de cette terreur nazie. Au dire de l'occupant, ce camp, mis à disposition de la S.S., entre dans l'histoire comme «l'enfer de Breendonk».

La caserne Dossin: l'antichambre de la mort

Le musée de la Déportation et de la Résistance des Juifs de Belgique se situe à Malines (Mechelen),



dans une aile de l'ancienne Caserne Dossin de Saint-Georges. Ce lieu d'Histoire est également un lieu de Mémoire. C'est là, à mi-chemin entre Bruxelles et Anvers (Antwerpen), que les nazis installent le «SS-Sammellager Mecheln», centre de rassemblement pour la déportation des Juifs de Belgique.

Le «SS-Sammellager Mecheln» est le point de départ d'une déportation sans retour. Entre 1942 et 1944, 28 convois acheminent 25.257 détenus de Malines à Auschwitz en Pologne. Les deux tiers seront gazés à leur arrivée; du tiers restant, seuls 1.207 sont encore en vie à la Libération des camps nazis. La caserne Dossin fut «l'antichambre de la Mort» au sens propre du mot.

Le Musée de la Déportation et de la Résistance des Juifs de Belgique présente l'histoire de la «Solution Finale» en Belgique et en Europe.

L'exposition développe plusieurs thèmes: les aides et relais dont bénéficièrent les SS, pourtant peu nombreux, dans la société et les institutions belges, la collaboration des mouvements d'extrême droite, l'extermination de près de la moitié de la population juive de Belgique, l'insoumission et la résistance de ceux qui échappèrent à la déportation, l'aide d'une large frange de la population belge, en particulier à l'égard des enfants.

Infos pratiques

Notre journée d'étude vous permettra de découvrir ces lieux en compagnie de guides (francophone et néerlandophone) et des participants aux voyages d'étude à Auschwitz (pour info, le voyage d'étude organisé par la Fondation Auschwitz aura lieu du 14 au 19 avril 2003).

En bref

- Date: dimanche 23 février. Départ à 9h30, Place Rouppe. Retour vers 16h30.
- PAF: 5 € (comprenant le voyage aller/retour, l'entrée aux 2 musées et le pique-nique de midi). Gratuit pour les jeunes, les (pré)pensionnés et les chômeurs.
- Inscription au secrétariat (02/512.66.66) avant le 14 février.

JEUDI 27.02.03, DE 9H À 16 H

FORMATIONS INTERPROFESSIONNELLES

Pour les délégués avec le témoignage de **David Lachman**, résistant et survivant d'Auschwitz.

Thème de la formation:

«Auschwitz nous parle d'aujourd'hui»

Infos pratiques: les délégués syndicaux qui souhaitent suivre cette formation syndicale peuvent s'inscrire auprès de leur secrétaire permanent avant le 14 février 2003. Lieu: Maison des Huit Heures CGSP, place Fontainas.

JEUDI 27.02.03 À 19H30

PROJECTION DU FILM

«UN JOUR, LES TÉMOINS DISPARAÎTRONT»

DE LYDIA CHAGOLL,

en présence de la réalisatrice.

Lieu

Bâtiment de la FG TB, 34 bd. de l'Empereur à Bruxelles. Accès libre.

JEUDI 13 MARS 2003 À 19H30

RACISME ET FASCISME: ANALYSE

JEUDI 20 MARS 2003 À 19H30

STRATÉGIES CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME

Deux soirées-débats avec les invités suivants:

Nouria Ouali (chercheur à l'Université Libre de Bruxelles), **Baudouin Ferrant** (secrétaire Alimentation-Horeca-Services, section Bruxelles), **Eric Goeman** (président de Démocratie 2000), **Yannis Thanassekos** (directeur de la Fondation Auschwitz).

Les deux soirées-débats se tiendront dans les locaux de la FG TB de Bruxelles, 34 bd. de l'Empereur à 1000 Bruxelles. Accès libre.

MERCREDI 26 MARS 2003 À PARTIR DE 19H30

SOIRÉE MUSIQUES DU MONDE

Notre campagne «Liberté et tolérance» se clôturera par une grande soirée pluriculturelle et festive, ouverte à toutes et tous, aux rythmes des musiques et des cultures du monde.

Œuvres de Jacques Rozenberg



IMAGINAIRE DÉLIRANT

Le monstre du Loch Ness n'existe pas.
Ce n'est qu'une des images nées de la
peur des hommes. Pourtant, on l'a vu
disent des aveugles.



CARNAVAL DE VIE, DE MORT

D'un vide vouloir faire un plein
Effort sans fin. Vain!



NE PAS SE RÉVOLTER

Surtout ne pas se révolter.
Mais toi qui regardes ce tableau tu as
deux mains.
Tends celle de gauche largement
ouverte à ceux qui comme toi œuvrent
pour un monde fraternel. Serre le
poing droit, serre le fort car il y a un
combat à mener contre le refus de
l'autre.

SÉLECTION

Auschwitz.
Arrivée au petit matin.
Sortis à peine conscients des wagons
plombés où,
entassés, nous étions encore des êtres
humains transportés.
Sélection.
Le grand point d'interrogation.
A l'endroit, à l'envers.
Les chiens hurlent. Les SS aboient.
Une famille ne connaît plus que la
peur.
Serrée en grappe, sans se lâcher un seul
instant.
Etre ensemble. Rester ensemble.

VISAGE FRACASSÉ (voir p. 32)

Avril 1945.
Après deux années d'horreurs et
d'humiliations quotidiennes,
un visage fracassé, écrasé – le mien –,
les yeux noyés de sang,
en dehors et en dedans,
laissent filtrer un regard de rage
impuissante.



VIVRE DÉGUISÉ!

Si bon vivre déguisé!
Petite vie bien organisée.

FEMME VIOLONCELLE

Seul l'amour arrive à gommer
l'horrible.
Il sauve l'homme de ses impuissances,
L'encourage à l'affrontement avec
lui-même et les autres.

Mes doigts déformés,
Le violon et la mandole abandonnés.
Sur mes radiographies et feuilles de
papier,
les couleurs les ont remplacés,
me permettant de continuer à
m'exprimer et créer.



CAMP INCENDIÉ

Lors d'une étape sur mon parcours de la Marche de la mort, un camp incendié, bloc après bloc, par les SS ne voulant laisser aucune marque de vie, aucune marque de mort à la chaîne. Rouge de feu et de sang le sol en est gorgé.



LUTTE POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Je me suis si souvent trouvé proche de la mort programmée que cela a conforté ma rage de vivre et de transmettre les leçons tirées de mon parcours concentrationnaire. Cette rage, cette lutte pour une société plus juste, je souhaite les partager avec vous.



NE PAS VOIR

On ne doit pas voir.
On ne doit pas comprendre.
On ne doit pas entendre ... le silence.
Le terrible silence de l'indifférence de l'homme pour l'homme.



CORPS EMMÊLÉS

Corps violentés, emmêlés, en un tourbillon de douleur et d'injustice. Aujourd'hui comme hier c'est la déglingue.



ILS GROUILLENT LES ÊTRES IMMONDES

Ils grouillent les êtres immondes.
Hier, aujourd'hui. Demain?
Complices des autoritarismes, des totalitarismes, ici et là, masqués aux couleurs du jour.
Menace partout présente que le satisfait, le faible, le naïf, ne perçoit.

DES OMBRES AVANCENT

A l'aube d'une journée nouvelle semblable à tant d'autres, après une nuit d'inquiétude et d'anxiété – sans repos – des ombres avancent avec cette démarche d'esclaves condamnés à toutes les tortures: coups, faim, froid. On se traîne, le corps penché en avant. Accidents nombreux prévus. Mort permanente. Le capo criant, poussant, frappant.
Il n'est pas épuisé ... lui.
De plus, il croit ainsi se sauver.

SOLEIL RADIEUX

Clin d'œil à la jeunesse.
Mon soleil fait pousser les fleurs de la vie en leur donnant couleurs et parfums, laissant la laideur, la méchanceté, pour le bonheur d'être et de donner en mélangeant la générosité à la joie de vivre.

INNOCENTS MASQUÉS

Des innocents cachés derrière un masque. Les monstres humains eux existent bien visibles et prolifèrent.

Lettres à la mémoire de Jacques Rozenberg

«Jacques n'est plus parmi nous!
Je suis triste parce qu'il est parti.
Je suis content de l'avoir vu au dernier moment.(...)
Ce Jacques, que j'ai connu:
un être sensible, plein de contradictions,
de protestations et trouvant toujours
des mots qui troublent, qui font penser
et qui font sentir.
Jacques a laissé dans ma vie des traces qu'on
n'oublie jamais».

Silviu Anastasiu

«C'était une personnalité hors du commun, un grand
homme avec qui j'ai longuement discuté à propos de
la dignité humaine (...) un homme exceptionnel pour
qui j'ai une grande admiration et beaucoup d'estime.
Les moments privilégiés de discussion passés avec
Jacques, resteront à jamais inscrits dans
ma mémoire».

Anne-Françoise Gillain

«Jacques était un être d'exception.
Le courage et la dignité dont il avait fait preuve
devant les différentes épreuves forçaient
l'admiration et faisaient de lui un très grand homme
(...) il pouvait, grâce à son intelligence, sa
gentillesse et son expérience de vie, user en
plein de son franc-parler et, comme un grand sage,
il pouvait nous guider dans notre travail et
nos réflexions.
La générosité des sentiments de Jacques lui donnait
la grandeur de sa plénitude».

Lucile De Brabandere

«Nos étudiants ont gardé un souvenir mémorable
de Jacques qui les a marqués par sa simplicité,
son humour, sa détermination...
Toute personne l'ayant effectivement côtoyé ne peut
l'oublier...».

Bénédicte Chariot



Photo d'un déporté prise par les nazis à son arrivée à Auschwitz

«Après de nombreuses semaines et de nombreuses heures
à discuter de l'antisémitisme et de ses conséquences
lors de l'Holocauste, nous pensions en savoir
beaucoup sur le sujet (...). Mais en ce qui me concerne
(...), le témoignage de Jacques a été une prise de
conscience encore plus grande et plus réelle (...).
Il voulait donner énormément aux gens, et notamment
aux jeunes, car il savait la «chance» et le devoir
qu'il avait de pouvoir nous informer des pires
atrocités.

C'est pour toutes ces raisons que Jacques Rozenberg
était un homme bon dont je garderai le souvenir de
l'espoir et de la générosité humaine qu'il dégageait
par son bonheur de vivre».

France Brasseur

«Nous sommes des jeunes que Jacques a su toucher
par son puissant témoignage, par sa sensibilité,
par son profond regard bleu.

Nous n'oublierons jamais Jacques Rozenberg et
que résonne pour longtemps l'écho de son poème
«Dites OUI!»

Marie-Pierre Antoine et Christophe Pausch



«Courage! Ô vous tous
Pauvres affligés!
Dieu, près de la mort.
A mis l'espérance.
Et vos grands chagrins
Sont allégés,
En pensant qu'au ciel,
Où le cœur s'élance,
Ceux qui ne sont plus,
Vous le reverrez».

«J'ai rencontré un grand homme qui me donnera
à jamais la force de poursuivre sa voie et de ne pas
l'oublier».

Josiane Delplace

«A toi, Jacques,
Ton violon silencieux joue dans nos mémoires
Sur la partition des ténèbres,
Ta révolte s'est inscrite en notes de feu ...
Peu à peu transformées en lumière
Par Andrée, ton épouse.
Au nom de tous les élèves et des professeurs de morale
de l'enseignement officiel de la Communauté française
que tu as rencontrés à Auschwitz et dans les écoles,
Merci pour le don de ton cri qui dit NON!»

Christine Doclot

«Je ne savais pas, sincèrement, comment exprimer
ma tristesse. Monsieur Jacques était,
et il est toujours, présent dans mes pensées
comme un personnage exceptionnel».

Zofia Sratan

«Nous, citoyens d'une génération sans guerre, allons
essayer de comprendre au travers d'un récit, qui
restera inoubliable, les persécutions d'hommes et de
femmes, victimes d'autres hommes qui se prétendaient
humains.

Pour un court instant, notre esprit va se libérer des
petits tracasseries quotidiens pour entrer dans l'histoire
et donner un sens réel et moins superflu aux termes
«génocide» et «torture». (...)»

Jacques Rozenberg restera un témoin actif du passé,
soucieux de l'avenir de l'humanité.

Les hommes étant ce qu'ils sont, lui n'était
en rien ordinaire et restera un souvenir marquant
de mon adolescence».

Manon Verkaeren

«Lors de sa visite à l'école, je l'avais trouvé plus
passionnant encore que Breendonk. Il arrivait à nous
plonger dans le passé mieux que le Fort, ce qui
m'a donné une meilleure idée du drame que n'importe
quel documentaire télé. Encore aujourd'hui, je suis
persuadé qu'il aura été le seul à me plonger aussi
fort dans cette époque terrible».

Pascal de Decker



Témoignages de délégués syndicaux

Nous avons préparé le voyage entre nous,
J'avais lu des ouvrages, vu des films, entendu
des récits,
Nous avons pris l'avion.
Nous sommes arrivés à Auschwitz. Il faisait froid.
Nous avons écouté quelques témoins.
Mais, rien, rien encore ne nous préparait vraiment...
Auschwitz,
L'immensité, le génie mis au service du mal.
Nous avons plongé dans le passé et dans l'angoisse.
Des baraquements ouverts au vent glacial, des planches
de bois pour sommier.
Nous avons imaginé ou plutôt visualisé
des gens couchés les uns sur les autres,
le manque de vêtements, de médicaments, de nourriture,
de chaleur humaine, d'humanité;
les coups, les tortures morales et physiques,
les expériences et au bout ... la mort!
L'horreur totale.
Tout cela au nom de la «différence»
Quelle différence?
Et pourtant, tous, tortionnaires ou torturés,
tous étaient des êtres humains.
Cela s'est passé hier, et aujourd'hui...?

Armande Thumilaire

Tout au long des visites, je perçois la barbarie et la
terreur dans laquelle ont vécu les concentrationnaires
dans ces camps. Les SS ont signé un pacte avec Madame
LA MORT. Celle-ci a pu, durant des mois et des années,
faire son travail en toute impunité, fauchant lâchement
çà et là quelques hommes, femmes et enfants affaiblis;
et s'en donnant à cœur joie dans les chambres à gaz.
Quelle magnifique récolte, Madame LA MORT, ensemencée
par les NAZIS!! Mais il leurs faudra continuer leur
macabre travail, avec sadisme, dans la marche de la
mort. Un rescapé nous fait un récit de cette marche
qui a duré de 1 jour à 4 mois pour les plus résistants.
Cette explication me glace le sang. Serait-ce le summum
de la cruauté bestiale des SS?

Dans ma tête, se bousculent beaucoup de questions.



Jacques Rozenberg et d'autres survivants qui accompagnent
les délégués – avril 1999.

Comment est-il possible que des êtres humains puissent
se comporter d'une manière aussi cruelle à l'égard de
leurs pairs? Pourquoi une telle abomination? Jusqu'où
l'horreur humaine peut-elle aller? Qui étaient donc
ces hommes qui ont permis et participé à ce carnage?
A-t-on atteint le paroxysme de l'infamie dans ces camps
de concentration et d'extermination?

Je m'assieds à même le sol et commence alors le chant.
Ce chant, dont je ne comprends pas les paroles en
Hébreu, mais qui par sa tessiture et sa sonorité,
me semble une longue plainte. La musique qui
accompagne cette lamentation m'envahit. La mélancolie
et la tristesse s'emparent de moi, et je revois ces
corps décharnés, ces amas de cheveux, et ces regards
d'enfants remplis de désespoir. Moi, qui ai donné la
vie, qui l'ai sentie dans mes entrailles, je ne peux
résister à l'affliction de tout mon être, et je laisse
mon corps et mon esprit se soulager de ces larmes
trop longtemps retenues.

Depuis toujours, je lutte pour la justice et prône le
droit à la différence et à la tolérance. J'essaie de
combattre l'indifférence de personnes qui m'entourent
face à la souffrance de certains peuples (Rwandais,
Arméniens, Kurdes, Palestiniens, etc... la liste est
longue). Et ce n'est pas toujours facile! J'ai eu
plus d'une fois l'envie de baisser les bras. Mais,
plus encore aujourd'hui, je me dois de poursuivre
mon engagement.

Malika Bouras



J'aurais bien aimé décrire tout ce que j'ai pu vivre durant mon séjour, des détails au sujet des visites dans les camps, mais je dois avouer que je n'en suis pas capable. Si je dis cela, c'est parce que je n'arrive pas à trouver les mots qui conviendraient. En observant le système répressif, concentrationnaire et d'extermination nazi, j'ai pu comprendre que tout a été bien étudié et ce, dans les moindres détails. Ce qui est d'autant plus abominable.

Je voudrais souligner ici que les camps ont été mis en place vers 1933 en Allemagne et qu'il est aussi important de dire que les toutes premières victimes étaient tout simplement des allemands, opposants de tout rang. Il s'agissait de syndicalistes, de communistes, d'intellectuels, d'avocats, d'étudiants, bref ... tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec l'idéologie nazie. Si peut-être certains ne le savaient pas, Hitler était arrivé au pouvoir par la voie de la démocratie qu'il a fini par bâillonner afin d'arriver à ses fins: la dictature, les camps de concentration et d'extermination.

Aujourd'hui, en observant certaines idées politiques simplistes proches de l'idéologie nazie, je dirai qu'il serait préférable d'être vigilant, sinon nous risquons de revivre l'histoire.

Cicay Mate

Papa m'avait raconté, maman donné des détails, je m'imaginai...

Puis nous y sommes allés, et j'ai seulement réalisé. J'ai vu, l'étendue de l'incroyable, l'immensité de l'horreur.

Rien qu'abnégation, perte d'identité, avilissement de l'être humain, juste le droit au silence, à la faim, au travail avec comme finalité la seule récompense possible...la mort.

La mort comme seul soulagement, anonyme, dans l'indignité la plus totale.

Le pire l'enfance bafouée, torturée, sacrifiée, expérimentée au nom de quoi... de... «leur médecine», de «leur éthique», de «leur objectif»???

Il y a bientôt 60 ans de cela ... Regarde autour de toi, écoute, observe, analyse, et sous le couvert d'un monde

meilleur tu constateras, racisme, conflits politiques, guerres ethniques ou de religions, exode d'hommes de femmes d'enfants,.. cette fois au nom de quoi?

Martine Moons

La désolation

C'est assise sur les cailloux d'une allée de ce que certains appellent le plus grand cimetière du monde que j'ai réalisé seulement à quel point l'Homme peut être son pire prédateur. Jamais, et ce même si les cours d'Histoire les plus poussés, si les meilleures cinéastes ou écrivains en parlent avec précision, on ne se rend compte, avant de l'avoir vu, de la souffrance qui hante ces lieux. La mort qui rode toujours fut pensée avec une méthode et précision telles qu'elle ne pouvait laisser personne derrière elle. Heureusement, la machine infernale fut détruite, trop tard mais avant d'atteindre le but désiré.

La haine, la peur, l'hostilité, le mépris, la colère, la vengeance, l'indifférence, l'ignorance, la circonspection ... quels sont les sentiments qui ont permis à une telle infamie d'être acceptée explicitement ou tacitement par une grande partie des citoyens?

Tout dépend peut-être de l'épaisseur du voile qui couvre nos yeux.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus en état de guerre mais cependant nombreuses sont les thèses qui sous des allures sérieuses ou scientifiques véhiculent ces sentiments pour cautionner un désir de prise pouvoir politique et conforter certains dans la peur de tout ce qui leur est différent ou inconnu.

Il ne tient qu'à nous d'ôter ces voiles.

Découvrir, faire de la différence une richesse, regarder l'Autre sans a priori, avec respect et quelques voiles tombent déjà.

J'ai, pour ma part, décidé après ce voyage et en ces heures tristes où certains tentent de réveiller la bête, où d'autres deviennent déjà des rhinocéros, de ne plus être «aveugle» et d'agir pour réduire le champ d'action des détracteurs de l'humanité car face à la désolation du vaste camp d'Auschwitz-Birkenau c'est un sentiment de révolte qui m'a pénétrée.

Myriam Akhaloui

L'ordre mondial néolibéral et l'avancée du populisme politique

Pour s'opposer à l'idéologie néolibérale, il est nécessaire de dresser d'abord un constat et d'ensuite l'analyser. Eric Goeman, Président de Démocratie 2000, nous livre ses réflexions à ce sujet. En la matière, il n'y a pas de recette miracle, sans quoi le monde serait différent. Reste, chez Goeman, une analyse décapante.

COMMENT VA LE MONDE?

Le nombre de personnes qui doivent vivre avec moins d'un euro par jour est passé d'un milliard à 1,2 milliard. La moitié de la population du monde (3 milliards d'hommes!) gagne moins de 2 euros par jour. Les trois plus grosses fortunes personnelles mondiales réunissent plus de la totalité du produit intérieur brut regroupant 600 millions des personnes les plus pauvres.

Entre 1994 et 1998, les 200 personnes les plus riches du monde doublaient leurs revenus nets. Les biens du gourou informatique, Bill Gates, et des 357 autres milliardaires répartis dans le monde s'avèrent plus importants que l'ensemble des revenus de 45% de la population la plus pauvre de la planète. En 1930, il y avait 30 pauvres pour un riche. Aujourd'hui, il y en a 74.

Dans les pays «riches» et industrialisés, un enfant sur 6 vit sous le seuil de pauvreté. La Fondation Joseph Rowntree, le plus important centre de recherche sociale britannique, a publié un rapport alarmant venant «du cœur de l'Etat social actif»: plus d'un enfant britannique sur 6, donc 2 millions d'enfants, ne bénéficient pas des ressources essentielles telles que de bons vêtements, 3 repas par jour et des jouets. Sur une population de 58 millions d'habitants, plus ou moins 10 millions de britanniques ne possèdent pas suffisamment de moyens financiers pour chauffer correctement leur maison et la préserver de l'humidité.



dit. De plus, environ 4 millions d'entre eux connaissent des «problèmes pour se nourrir». La Banque Mondiale annonce: «Le nombre de pauvres va fortement augmenter dans les années à venir!»

DES LIMITES AU MARCHÉ?

La mondialisation néo-libérale (tout pour le marché, rien pour la collectivité) a engendré une inégalité grandissante entre le Nord et le Sud mais aussi entre les classes sociales des pays les plus riches... Chaque jour, environ 70.000 milliards de francs circulent entre les marchés de changes informatisés. La spéculation et le capital fluctuant chassent sur toute la surface du globe, les gains les plus importants provoquent parfois de hautes vagues et de terribles tempêtes dans les océans financiers. Les gouvernements utilisent dès lors l'argent de la communauté pour calmer ces tempêtes (stabilisation des marchés financiers), mais ils ne peuvent empêcher l'augmentation subite du nombre de chômeurs et la chute de millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté.

A l'heure actuelle, les marchés financiers sont les plus avancés dans la mondialisation. Le capital peut se déplacer au niveau mondial de manière quasi illimitée avec peu de réglementation, de contrôle ou d'impôt. Si un gouvernement éclairé voulait enfin mettre en place une quelconque réglementation, il y aurait toujours quelque part un paradis fiscal qui attendrait,



les bras ouverts, pour contourner les législations nationales. Réglementation, contrôle et impôts sont réservés aux citoyens tandis que les entreprises multinationales, les fonds de pension, les fonds d'investissements, les sociétés d'assurance, les banques internationales et les grands spéculateurs évitent au maximum la législation et les contrôles¹. Et comme dans tout casino, il y a plus de perdants que de gagnants. Une guerre mondiale dans laquelle chaque économie nationale est doucement mais sûrement soumise aux lois du marché, se met en place. Celle-ci conduit à une dictature des marchés financiers (instituts incontrôlés et non démocratiques) qui imposent leur volonté aux Etats Nationaux et aux gouvernements (même élus démocratiquement). Ainsi, les gouvernements perdent prise sur les décisions économiques importantes mais aussi, sur leurs possibilités de s'opposer à la spéculation, de créer de l'emploi ou d'assurer un filet de sécurité pour les plus faibles et les exclus.

En conséquence, les disparités entre les riches et les pauvres, entre les populations aisées et les nécessiteux, entre les travailleurs et les chômeurs, entre les gagnants et les perdants deviennent de plus en plus tragiques.

NAISSANCE DE L'INSÉCURITÉ SOCIALE

Sous la pression d'une dette croissante, les pays du Tiers Monde sont obligés d'ouvrir leurs marchés aux grandes multinationales du Nord alors qu'ils n'ont même pas les moyens de satisfaire les besoins sociaux de leur population. C'est ainsi que des conflits divers tels que des guerres ethniques surgissent et génèrent des flux migratoires.

Chez nous, la soif du gain des grands spéculateurs entraîne aussi les acquis sociaux dans une spirale descendante: l'influence des gouvernements sur l'économie tend à être éliminée, les salaires pour un même travail diminuent (flexibilité), on combat plus les chômeurs que le chômage, les fonctions importantes du secteur public sont «soldées» au secteur privé, la pression au travail augmente, les soins de santé sont démantelés. La conséquence la plus importante de tout cela est un sentiment d'insécurité grandissant. Le chômage et l'exclusion entraînent un monde de moins en moins sûr, des

changements rapides et incontrôlables, un avenir incertain qui crée des peurs. Les gens sont inquiets, ne se sentent plus en sécurité et développent un sentiment d'impuissance. Certains se sentent même écartés, inutiles et rejetés.

La flexibilité grandissante du marché du travail conduit à une concurrence impitoyable entre les diplômés de différents niveaux.

Il y a, en Europe, de plus en plus des jobs précaires (petits boulots, sous-traitance,...) à cause desquels la perspective de carrière complète est devenue impossible et à cause desquels l'insécurité dans la vie quotidienne (familiale aussi) s'intensifie.

L'idéologie anglo-saxonne, de plus en plus présente chez nous, met l'accent sur l'individualisme (et la réussite ou l'échec personnel): quand tu échoues, tu le dois avant tout à toi-même et celui qui ne sait pas suivre, sort impitoyablement du jeu².

L'exploitation sociale est grave mais l'exclusion sociale l'est encore plus.

Cette réalité pèse énormément sur la solidarité sociale et affaiblit, de ce fait, le syndicalisme européen. **Le rêve ultime du néolibéralisme serait l'érosion du pouvoir des syndicats.** Le mouvement organisé des travailleurs ne pourrait ainsi plus construire un contrepouvoir structuré contre cette même révolution néolibérale.

LA POSITION DIFFICILE DES CLASSES MOYENNES

Une portion importante de la classe moyenne a peur de perdre une partie de son abondance/sa prospérité et de son bien-être ou de devoir les partager avec d'autres, avec les nouveaux venus. Elle est pour cela susceptible de demander un accroissement de la répression, plus de policiers dans les rues, plus de prisons, des peines plus lourdes et une justice expéditive. Beaucoup de partis traditionnels répondent à ce sentiment de malaise pour renforcer leur position électorale ou élargir leur base.

De nouveau, d'autres se sentent lésés, abandonnés par la démocratie politique et en deviennent aigris. Cela entraîne dégoût envers le politique et montée de l'extrême droite (Vlaams Blok, FPÖ de Haider). Ainsi, certains partis traditionnels et d'extrême droite se retrouvent sur le thème de la «sécurité» et

de «l'intégration». Le slogan actuel de «verplichte inburgering» («citoyennisation» obligatoire), lancé par le Vlaams Blok, aurait, il y a dix ans, provoqué une tempête d'indignation. Aujourd'hui, la plupart des partis se rangent derrière cette conception, avec un accord quasi tacite d'une grande partie de la société. Il n'existe pas de base combative contre le Vlaams Blok dans la société.

LA DÉMOCRATIE EST MENACÉE.

Les autorités ont perdu une partie de leur pouvoir, le parlement une partie de son prestige et les partis une partie de leur signification. Tous ceux qui combattent, tournent en rond dans un cercle restreint où l'«on se connaît», cercle formé d'une élite informée de participants et d'observateurs politiques.

La politique est absente de la vie sociale. Il n'y a pas de débat sociétal. Les partis sont idéologiquement faibles mais l'administration technique est elle devenue plus forte: NCP (Nouvelle Culture Politique).

Gouverner aujourd'hui, c'est savoir établir un consensus, bien diriger, manœuvrer délicatement et le moins possible se positionner idéologiquement. Les vieilles familles politiques dévaluées, les politiciens et les partis politiques, premiers porteurs d'idées, se sont transformés en managers d'Etat, en bureaux de sélection et en fournisseurs de ces managers.³

Conséquence: les composantes démocratiques classiques (le parlement et les partis politiques) se sont fortement affaiblies.

Le contrôle démocratique s'est déplacé vers l'extérieur de l'arène politique et surtout vers le secteur privé et les médias (qui sont de plus en plus soumis à la pression du secteur privé). La démocratie est menacée.

L'esprit du temps est dominé par la *Nouvelle Droite* qui prêche la dictature du marché: quand tout le monde se concurrence, nous sommes dans le meilleur des mondes. Tout est à vendre. Le gouvernement se soumet aux lois du marché: les institutions politiques se sont rendues dépendantes des courants monétaires sur le marché et les fonctionnaires deviennent des managers évalués sur leurs résultats. Les élections sont trop souvent livrées aux stratégies professionnels de la communication.

CANALISATION DES PEURS

Il n'y a pas de combat idéologique contre l'Extrême Droite: le seul combat qui existe, est un combat politique d'intérêt car certains partis se sentent menacés par la progression électorale du Vlaams Blok. Mais la progression du Vlaams Blok n'est pas seulement électorale. En effet, l'idéologie préfasciste pénètre la conscience d'une partie toujours plus grande de la population, notamment à cause des discours sur l'insécurité, la criminalité, les illégaux, les demandeurs d'asile, etc.

Le gouvernement «arc-en-ciel» a déjà lancé des débats sur l'ethnicité et la criminalité, l'abondance de Tsiganes, le renvoi des illégaux (les menottes devaient remplacer le coussin), l'abondance des Kosovars, les centres d'incarcération pour jeunes délinquants, les instituts spéciaux pour jeunes migrants criminels, l'expulsion collective des Albains, l'intégration obligatoire, etc.

La répression se transforme en formule magique.

LA MONDIALISATION: UNE REDOUTABLE MACHINE DE GUERRE

La mondialisation est un rouleau compresseur commercial dont le chemin est orienté par ce qui est le moins cher et/ou le plus rentable.

Le capitalisme sauvage n'a que faire des frontières et des lois. Il essaie de conquérir le monde dans le but de le réduire intégralement à un «marché».

Les conquérants parlent principalement des bienfaits de la mondialisation (Napoléon le faisait déjà), mais en réalité, c'est un pillage ordinaire. Il ne s'agit pas seulement d'un pillage des ressources naturelles et des forces de travail bon marché, il s'agit aussi d'un pillage via les brevets privés de l'intégralité des richesses naturelles et biologiques de la planète. La liquidation laissée au plus offrant menace les transports publics, l'eau, le gaz, l'électricité, les moyens de communication. La privatisation menace l'enseignement, les soins de santé et les institutions pénitentiaires.⁴

L'entière de l'espace public, l'espace démocratique et l'ensemble des terrains de la vie quotidienne risquent d'être mis sous contrôle économique des secteurs privés. Les identités culturelles



et les formes de vie traditionnelles sont les dernières entraves. Celles-ci freinent le rouleau compresseur qui a besoin d'une standardisation totale des besoins et des désirs afin de pouvoir marchander les produits sans connaître de résistances. Donc, fini la tradition, détruisons la Culture!

Le web, autoroute digitale, doit niveler les différences et toute résistance culturelle, neutraliser chaque voix, déréguler, casser, étrangler.

Rien ne doit déranger la multiplication des bénéfices. La multinationale corporatiste doit être libre et ne doit pas être dérangée par la société civile.

RATIONALISATION À L'OUTRANCE

Chez Renault Vilvoorde, 3000 ouvriers ont été mis, du jour au lendemain, sur le carreau. Le lendemain, les actionnaires se réjouissaient car les cotations en bourse grimpaient. Leurs investissements étaient rentables et les travailleurs s'avéraient n'être que des pions remplaçables et effaçables, dans un jeu d'échec mondial. De même, chez Alcatel et Philips Hasselt, nous assistons à ce scénario. La société entière est restructurée, renversée. La poste doit être privatisée pour pouvoir garantir «un meilleur service aux consommateurs». Au menu, de 8000 à 9000 emplois à plein temps doivent être supprimés.

Selon le mouvement syndical (et toute personne faisant preuve de bon sens), c'est «un carnage social». Selon la direction, il ne s'agit que d'une «réorganisation». Selon les politiciens, il s'agit des conséquences normales de la «libéralisation» dans le cadre de l'unification du marché européen.

Sous couvert du mot magique «concurrence internationale», on réorganise notre société, nos espaces publics, nos conditions de travail, nos loisirs, nos relations sociales et notre démocratie.

On réduit tout au marché économique. Aucune voix d'opposition ne peut encore déranger l'idylle néolibérale. La mondialisation néolibérale a mené à une plus grande inégalité entre le Nord et le Sud mais aussi dans les pays dominants eux-mêmes. L'avancement de la polarisation entre les riches et les pauvres est une des plus importantes lignes de fracture au niveau planétaire.

Cependant, cette injustice sociale n'est pas un phé-

nomène naturel mais la conséquence de relations socio-économiques inévitables et déséquilibrées.

Beaucoup de problèmes mondiaux comme la crise de la dette internationale, la destruction du travail, la pression sur les mécanismes de solidarité collective, l'insécurité grandissante, les guerres ethniques, les flux migratoires, la montée de l'extrême droite, le travail des enfants et la destruction de l'environnement sont surtout les conséquences sociales, politiques, culturelles et écologiques de l'inégalité économique, de l'injustice et de l'exploitation.

Malgré l'image positive que le G7 ou le G8 donnent pendant leurs réunions devant les médias unanimes, ils ne servent que les intérêts des entreprises transnationales. Les représentants politiques rencontrent chaque année, à Davos, les vrais détenteurs de pouvoir, ceux qui dirigent l'économie.

De ce fait, les oppositions entre les riches et les pauvres, les gens aisés et les nécessiteux, les travailleurs et les sans-emploi, les vainqueurs et les perdants sont davantage marquées.

INVERSER LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE

Les mouvements sociaux, divisés, se sont focalisés pendant des décennies sur les sphères politiques en délaissant l'espace économique. Pour que les opprimés deviennent les acteurs d'une stratégie de résistance et de changement, il est important de chercher les leviers afin d'acquérir de l'influence sur les processus économiques, en faisant, par exemple, pression sur les pouvoirs politiques pour discipliner et contrôler les marchés financiers. Par-dessus tout il est extrêmement urgent de reconquérir le terrain économique et de le mettre sous contrôle public.

***Eric GOEMAN, Président Démocratie 2000/
porte-parole Attac Vlaanderen***

- 1 Voir la problématique des Accords Bilatéraux sur l'Investissement (AMI).
- 2 Voir la problématique de la réforme du minimex et, plus largement, celle de l'Etat social actif.
- 3 Voir la problématique du plan Copernic.
- 4 Voir la problématique de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS).

Les syndicats contre l'extrême droite, le racisme et la discrimination

***S* i les organisations syndicales se sont clairement opposées à la politique gouvernementale d'appel à la main-d'œuvre étrangère, elles ont toujours été aux côtés des immigrés pour les soutenir dans les revendications de leurs droits. La lutte pour l'égalité de traitement, pour le droit de vote aux élections sociales et aux élections communales, le soutien à la politique d'intégration des jeunes, la régularisation des clandestins, la lutte contre la discrimination à l'embauche, la lutte contre l'extrême droite et le racisme ont ainsi mobilisé les syndicats depuis plus de cinquante ans.**

LE SYNDICAT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

En novembre 1991, les responsables syndicaux ont éprouvé un véritable choc après le score électoral de l'extrême droite lors des élections législatives. Très vite les syndicats ont pris conscience du danger pour notre société de voir un parti anti-démocratique entrer sur la scène politique et distiller son discours haineux à l'égard des étrangers mais aussi des organisations syndicales elles-mêmes. Pour les syndicats, l'extrême droite est un fléau qui agit contre la société, l'économie et le syndicat¹.

Dès ce moment, les syndicats se sont sérieusement mobilisés pour lutter contre l'extrême droite. Lors des élections sociales de 1995 et à l'initiative de la FGTB et de la CSC, les trois organisations syndicales (CGSLB comprise) ont signé un protocole visant à ne pas reprendre sur leur liste les personnes coupables d'actes racistes. Le syndicat et certaines centrales syndicales ont même pris des mesures d'exclusion des affiliés membres de partis d'extrême droite en raison de l'incompatibilité idéologique fondamentale avec ces partis.

Lors des élections législatives de mai 1999, les



syndicats également ont mené campagne contre l'extrême droite. Des actions de sensibilisation contre les risques du vote d'extrême droite ont été menées avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. L'objectif visait à informer les travailleurs sur la réalité et les véritables enjeux de l'immigration et sur l'importance des valeurs d'égalité, de solidarité et de participation qui fondent la démocratie et la philosophie syndicale.

LE SYNDICAT ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME

La lutte contre l'extrême droite est inconcevable sans un combat sans relâche contre le racisme. Pour les syndicats, le racisme est source d'inégalité, d'injustice et brise la solidarité entre les travailleurs. Philippe Bataille estime que le racisme résulte de la mise en concurrence entre les travailleurs nationaux et les travailleurs étrangers et d'origine étrangère². Confrontées sur le terrain au phénomène du racisme sur le lieu de travail, les organisations syndicales ont tenté d'y apporter des réponses par diverses actions significatives.



Dès octobre 1995, la CSC et la FGTB, membres de la CES (Confédération européenne des syndicats), signent la déclaration commune de Florence avec les partenaires sociaux européens (UNICE, CEEP, CES et ETUC) sur la prévention de la discrimination raciale et de la xénophobie, et la promotion de l'égalité de traitement sur le lieu de travail. Cette déclaration commune affirme que le racisme et la xénophobie sont une *«grave menace, non seulement pour la stabilité de la société européenne, mais également pour la bonne marche de l'économie»*. Les partenaires sociaux reconnaissent également que la lutte contre le racisme et la xénophobie doit s'accompagner d'une amélioration générale de l'emploi, d'une politique de migration et d'intégration notamment en matière d'accès à l'éducation et au logement, ainsi que de la lutte contre le travail clandestin.

Au niveau des secteurs, les partenaires sociaux du secteur de l'intérim, la fédération des entreprises de Belgique (FEB), l'union professionnelle des entreprises de travail intérimaire (UPEDI) et les organisations syndicales FGTB, CSC et CGSLB ont conclu en mai 1996 une convention collective instituant un code de bonnes pratiques relatif à la prévention de la discrimination raciale à l'égard des travailleurs intérimaires immigrés. Cette initiative du secteur de l'intérim est une première en Belgique et s'inscrit dans le prolongement de la déclaration commune des partenaires sociaux européens du 21 octobre 1995 sur la prévention du racisme et de la xénophobie sur le lieu de travail. Ce code de bonnes pratiques fournit des conseils aux entreprises intérimaires sur les attitudes à adopter vis-à-vis des utilisateurs ou des candidats intérimaires et les règles à respecter lors de la sélection des travailleurs. L'objectif du code est double: d'une part, affirmer le refus des entreprises de travail intérimaire de pratiquer toute forme de discrimination basée sur la couleur de la peau, la race, la religion, l'origine ethnique ou la nationalité. D'autre part, sensibiliser *«les entreprises intérimaires ainsi que les intérimaires et les utilisateurs aux moyens de prévenir la discrimination raciale, consciente ou inconsciente»*.

Au niveau des entreprises, de multiples expériences locales ont été mises en place. En Flandre par exemple, une entreprise du secteur automobile a inclus dans son règlement de travail l'interdiction des manifestations racistes qui sont désormais considérées comme une faute professionnelle.

En Wallonie, suite à la diffusion d'un tract raciste par le parti d'extrême droite (le Front national), dans la commune où était située une ancienne entreprise métallurgique, la délégation syndicale de l'entreprise s'est mobilisée en créant «l'entreprise sans racisme», et en se constituant partie civile avec d'autres acteurs de la commune dans le procès contre les éditeurs du tract. Cette action a conduit à la condamnation des auteurs, en 1994, à 6 mois de prison ferme et à de lourdes amendes.

Par ailleurs, dans la foulée de l'Année européenne contre le racisme en 1997, trois protocoles d'accord avec les trois organisations syndicales ont été signés avec le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Ce protocole prévoit que les organisations syndicales informent le Centre des actes racistes ou discriminatoires sur le lieu de travail dont ils ont connaissance. La collaboration entre le Centre et les syndicats ne date pas d'hier. Les syndicats ne disposant pas de la personnalité juridique pour entamer de telles procédures, le Centre prend le relais juridique et se porte partie civile dans les dossiers signalés par les organisations syndicales.

LES SYNDICATS ET LA LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

La lutte contre la discrimination des personnes d'origine étrangère constitue un autre volet de la lutte syndicale. Historiquement, les organisations syndicales ont toujours défendu le principe de l'égalité de traitement de tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité. Sur le terrain pourtant elles sont confrontées au problème de la discrimination à l'embauche des étrangers ou des personnes d'origine étrangère qui entraîne des situations d'exclusion et empêche ainsi le processus d'intégration à la société de se réaliser.

Avec les organisations des employeurs, les syndicats ont modifié une convention collective de travail

visant à assurer une meilleure protection des travailleurs étrangers en matière d'embauche. Le Conseil National du Travail a ainsi modifié, en 1991, la convention collective de travail n°38 du 6 décembre 1983 relative à la sélection et au recrutement des travailleurs en ajoutant dans son article 10 que la distinction ne peut également se fonder sur base «*de la race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique*»³.

Le souhait du Commissariat royal à la politique des immigrés, formulé en 1990, de voir les partenaires sociaux reconnaître les immigrés comme «groupe à



risque» a été réalisé lors de la négociation collective pour l'accord interprofessionnel 1999-2000. Ceci leur permet en conséquence de bénéficier des fonds paritaires destinés à la formation professionnelle. Aujourd'hui, les syndicats et le Centre pour l'égalité des chances réfléchissent notamment à la manière d'intégrer les deux directives européennes interdisant la discrimination⁴ dans la stratégie syndicale. Dans ce domaine, on constate d'ailleurs que la stratégie se définit de plus en plus en partenariat avec les organisations patronales. Ainsi, depuis plusieurs années, les organisations, surtout en Flandre, se sont engagées dans la signature de chartes et de protocoles avec les employeurs pour permettre une meilleure intégration des immigrés et des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail. S'inspirant de l'expérience hollandaise, l'ABVV par exemple revendique la promulgation d'une loi imposant un plan sur la diversité au niveau de

l'entreprise et une participation plus équilibrée des minorités notamment par la mise en place d'actions positives. Les syndicats souhaitent aussi instaurer un code de non-discrimination dans toutes les conventions collectives de travail rédigé sur le modèle de la convention collective du travail du secteur de l'intérim (voir supra).

Pour les syndicats, c'est aussi au niveau du discours que les choses doivent changer. Par exemple, l'ABVV estime indispensable de reconnaître clairement la réalité de la «multiculturalité» tant dans la société que dans l'entreprise, et plaide pour le développement d'un discours positif sur la diversité. L'organisation affirme que cela doit, entre autres, se traduire par une meilleure visibilité des travailleurs étrangers et d'origine étrangère dans les statistiques et dans le bilan social de l'entreprise de manière à leur assurer une présence équitable à tous les niveaux.

Nouria OUALI

Sociologue, chargée de recherche au Centre de sociologie du Travail, de l'Emploi et de la Formation de l'Université libre de Bruxelles.

- 1 Déclaration de l'ABVV (Interrégionale flamande) sur la diversité en 2002.
- 2 Philippe Bataille, «Le Racisme dans le monde du travail», *Esprit*, n° 232, mai 1997, pp. 108-126.
- 3 CCT n°38bis du 29 octobre 1991.
- 4 La Directive du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la Directive du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Auschwitz nous parle d'aujourd'hui: regard de syndicaliste



Loin de nous l'idée de banaliser la souffrance de millions de gens sous le joug de la barbarie nazie et sans aucun doute une visite du camp d'Auschwitz Birkenau accompagnée de témoins survivants suscite des émotions, crée un choc qu'aucun livre, qu'aucun film ne peut transmettre.

Cependant, rester au niveau de l'impact émotionnel est insuffisant, voire même dangereux, comme le soulignent Rony Brauman et Eyal Sivan:

«Exposer la souffrance, dit-on, ce serait commencer à la soulager, montrer le crime contre l'humanité, ce serait déjà le combattre. Ces clichés euphorisants éluent la question de la responsabilité politique en substituant le spectacle du malheur à la réflexion sur le mal. Quand l'événement politique est réduit à un fait divers pathétique, la pitié paralyse la pensée, l'aspiration à la justice se dégrade en consolation humanitaire. Là réside la banalisation du mal.»¹

Nous n'avons pas la prétention d'être des historiens. Nous ne sommes pas des historiens, nous sommes des syndicalistes FGTB qui, avec ces «lunettes syndicales» percevons qu'Auschwitz nous parle du présent et nous dévoile une dimension terrifiante de la modernité.

Une question, lancinante, revient après chaque visite du camp ou après chaque rencontre avec un témoin survivant: **pourquoi, comment cela a-t-il pu se produire? On dit «indicible» et, paradoxalement, on ne cesse d'en parler. On dit «inconcevable» et pourtant cela a été conçu par des êtres humains à un moment donné de l'histoire.**

L'entreprise nazie est un fait historique que les historiens continuent à analyser, et ce fait historique constitue définitivement une partie de l'expérience humaine collective.

Le néo-libéralisme n'est pas l'équivalent moderne du système concentrationnaire nazi. Cependant, sans tomber dans un simplisme dangereux, nous pouvons repérer des similitudes entre le système économique dominant actuel et le système concentrationnaire nazi d'hier. Voici quelques pistes de réflexion.

L'HOMME N'EST PLUS UN SUJET, MAIS UN OBJET

L'univers concentrationnaire déshumanise les détenus: l'ensemble du système mis en place dans les camps a pour but de transformer l'être humain en une «chose» (les nazis appelaient les détenus des «stücke», des pièces). A l'entrée des camps, rien n'appartient plus aux détenus: les nazis les déposaient de tout ce qui fait leur humanité: leurs vêtements, chaussures, objets personnels, cheveux et jusqu'à leur nom. Désormais, ils sont des numéros.

Aujourd'hui l'homme ne compte que comme valeur marchande. Le terme «ressources humaines» dans les entreprises a quelque chose de terrifiant: le travailleur est réduit à une ressource dont on tire un maximum de profit.

Il n'y a plus de place pour le «social» dans les entreprises. Rentabilité et productivité sont les maîtres-mots que les patrons martellent sans relâche. Si tu n'es ni productif, ni rentable, tu seras condamné à l'exclusion.

Cela va de pair avec un discours moralisateur, justifiant cette cruauté économique, du style: «Tu es responsable de toi-même et si tu ne peux pas trouver ta place dans l'espace économique moderne, c'est de ta faute.»

L'ÉTAT EST AVANT TOUT UN INSTRUMENT DE RÉPRESSION

La principale mission de l'état nazi consiste à assurer l'ordre et à organiser la répression de toute contestation par le biais de l'armée, les services secrets (la Gestapo), les milices (SS) et les camps de concentration.

Il est utile de rappeler que les nazis, une fois au pouvoir en '33, ouvrent immédiatement des camps de concentration pour y enfermer des opposants de tout bord. Le but est également de faire peur, de tuer dans l'œuf, par l'exemple, toute velléité de contestation et d'immobiliser ainsi la société civile par la terreur.

Aujourd'hui le système néo-libéral remet systématiquement en question ce que l'on appelle parfois l'état social ou l'état-providence.

Les thèses économiques de J.M. Keynes* confèrent à l'état un rôle régulateur de distribution de richesses. Dans cette optique, nous avons connu le développement des services publics, de la législation sociale: droit du travail et droit de la Sécurité Sociale.

Nous assistons aujourd'hui au démantèlement progressif des Services Publics. Des partis politiques s'efforcent aussi de détricoter la Sécurité Sociale et de déréguler les droits des travailleurs.

En même temps, nous constatons de la part de ces mêmes forces politiques une volonté de renforcer et d'optimiser les organes de répression (réforme des polices).

Le risque serait d'en revenir à la notion de l'état prévalant au 19ème siècle, durant lequel le rôle de

l'état se limitait à fournir une administration de base, à battre monnaie et à maintenir l'ordre établi.

INTÉRIORISATION DES VALEURS DU DOMINANT

Fait souvent ignoré, Auschwitz Birkenau et les autres camps, étaient gérés par les déportés eux-mêmes. Les kapos, prisonniers politiques ou de droit commun, devaient assurer l'ordre à l'intérieur des camps, alors que les SS n'y entraient que pour compter les prisonniers et infliger des punitions exemplaires en cas de troubles. Les prisonniers ont intériorisé cet état de fait.

Aujourd'hui, une grande majorité de personnes ont intégré, souvent sans même le savoir, les valeurs du libéralisme.

D'un point de vue social, l'individualisme forcené – à savoir que le chacun pour soi l'emporte sur le collectif – tue la solidarité avec les plus faibles et allocataires sociaux (chômeurs, malades, handicapés, ...). D'un point de vue économique, des travailleurs trouvent même normal de privatiser les services publics, que la loi du marché détermine toute notre vie, et acceptent ainsi avec soumission la logique du grand capital.

Enfin, dans les entreprises, on instaure de nouvelles formes d'organisation de travail qui poussent les travailleurs à se surveiller mutuellement pour atteindre l'objectif fixé par la direction (le profit maximal).

Ce système peut mener à l'exclusion des travailleurs «non-rentables» (trop vieux, trop chers) ou «non-productifs» (malades, handicapés) par les travailleurs eux-mêmes.

A tous les niveaux de la société, les voix de la contestation, les remises en question sont marginalisées et refusées par la grande majorité. Dénoncer l'injustice sociale, est dorénavant perçu comme dérangeant et parler d'idéologies comme dépassé.

IMPRÉVISIBILITÉ DE L'AVENIR

La réalité infernale des camps rend impossible toute projection dans l'avenir, impossible d'imaginer de quoi sera fait le lendemain: ordres et contrordres se

succèdent, permissions et interdictions changent du jour au lendemain. Les détenus sont ainsi obligés de vivre au jour le jour, heure par heure, minute par minute, c'est ce que l'on appelle survivre.

Cette imprévisibilité, le «chaos» organisé, est (certes dans des proportions différentes) instauré comme norme dans le monde économique d'aujourd'hui. Dans une entreprise, une direction ne peut plus estimer à quel niveau salarial, de productivité et de flexibilité elle pourra garantir l'emploi et les conditions de travail. De là naît la peur de perdre son travail, la peur de perdre des avantages, la peur des autres ... Quand une entreprise fait de plantureux bénéfices, les travailleurs ne sont plus à l'abri d'une restructuration, voire d'une délocalisation pour augmenter plus encore les bénéfices.

Il n'y a pas de vision à long terme: des décisions de redéploiement stratégique peuvent être inversées du jour au lendemain suite p.ex. à un crash boursier ou à une guerre.

Aujourd'hui ce «chaos» s'érige en dogme.

De tous temps, l'absence de forme de loi est vécue comme un désastre par les hommes. Car en l'absence de lois, il en subsistera toujours une: la loi du plus fort. Et malheur aux vaincus!

Edouardo Lourenço dit à ce sujet: *«Nous, nous avons incorporé l'enfer au quotidien du plus fascinant et atroce des siècles. (...) On peut discuter sur le point de savoir si le désordre dans lequel nous sommes plongés – de celui de la sphère économique à celui de l'égalité et de l'éthique – relève ou non, au sens propre, du chaos. Ce qui ne fait pas de doute c'est que nous l'habitons comme s'il était la splendeur même.»*²

SENTIMENT D'IMPUISSANCE ET DE RÉSIGNATION

Le système nazi a engendré une résignation telle chez les déportés que l'indifférence du sort d'autrui touchait presque tout le monde. Il fallait avant tout survivre.

Ce sentiment se retrouve maintenant dans le monde du travail où l'injustice ne révolte plus grand monde. Et lorsqu'une restructuration est annoncée,

d'aucuns espèrent seulement ne pas figurer sur la liste.

En conclusion, on peut dire que, comme à Auschwitz, ce qui est a-normal est devenu la norme.

Le contraire des idéaux de justice, d'égalité, de liberté et de solidarité forment maintenant le cadre de notre vie.

Que faire? Subir? Ne rien faire?

Certes non. Il nous faut rester conséquent dans notre analyse et pour commencer, oser s'opposer, oser dire NON: REFUSER L'INHUMAIN, L'INTOLÉRABLE, TOUJOURS ET PARTOUT.

Ensuite avec d'autres syndicalistes, avec des gens de gauche il faut travailler à la recherche d'une alternative de gauche.

Il y a à l'heure actuelle une grande indifférence, voire un rejet du pouvoir politique, qui n'est pas nécessairement de l'indifférence vis-à-vis de la politique en général.

Or, le débat politique actuel tend à l'indifférenciation entre droite et gauche, autrement dit au droitisme de la classe politique – l'indifférenciation gauche/droite relevant d'un discours et d'une pratique de droite –, la droite ayant à cœur de ne pas apparaître comme un parti, mais comme ce qui est «naturel» et au-dessus de toute opposition d'intérêts. Rien d'étonnant, dès lors, que beaucoup soient indifférents à l'avènement de la gauche ou de la droite au pouvoir. Rien d'étonnant non plus à ce que la logique du «vote utile» ne fonctionne pas: quelle utilité peut-il y avoir à voter pour un parti de gauche qui n'est pas réellement de gauche, lorsqu'on est de gauche?

Les gouvernements européens en place ne font même plus de politique. Faire de la politique – pour rappel – c'est relever les problèmes dans la société et tenter d'y apporter des solutions. Aujourd'hui, on ne fait pas cela: on «communique», on «parle» et si cette méthode ne plaît pas à l'électeur, on lui fait la morale en disant que finalement «c'est la faute au citoyen».

Certes, le citoyen n'a pas le droit de démissionner et de laisser la gestion de la société «aux autres». Mais c'est justement quand le citoyen se mobilise,

se bouge, que la classe politique lui fait la leçon: attention à la dérive populiste, au gauchisme, c'est plus compliqué que tu ne le penses, laisse ça aux spécialistes ...

Face à l'indifférence, face aux dérives néo-libérales, face au droitisme de la classe politique, il faut recomposer une «gauche de gauche».

Non une gauche qui se contente de gérer les problèmes sociaux engendrés par l'économie capitaliste, mais une gauche qui prend parti contre le capitalisme. Le clivage, la distinction gauche/droite n'a en effet de sens que face à l'idéologie capitaliste.

Il s'agit donc concrètement de faire barrage à la domination capitaliste autant que possible. Cela va de pair avec le renforcement du rapport de forces des dominés face aux dominants. Et, sans doute, le syndicalisme est-il la dernière expression **collective**, le dernier rempart de libertés face à cette domination.**

Le tout, camarades, c'est de ne jamais se résigner, car de la résignation à la complicité, il n'y a qu'un pas, vite franchi!

Pour terminer, les paroles de René Raindorf, témoin survivant d'Auschwitz, doivent rester comme une petite flamme vive dans nos esprits:

«Battez-vous pour la liberté, battez-vous pour renforcer la démocratie, battez-vous contre tous les nationalismes chauvins. Vous devez participer à la démocratie de votre pays, de votre commune, de votre école, de votre mouvement. La liberté n'est jamais donnée, elle exige un combat permanent, une vigilance de tous les instants. C'est une bataille qu'il faut mener. Ne pas la mener, c'est la perdre sûrement. Il faut la mener par tous les moyens et ils sont nombreux: manifester, faire circuler des pétitions, entrer en contact avec un député, s'informer, lire, analyser et rechercher des solutions... Vous êtes les seuls artisans de l'expression démocratique, et sans vous il n'y a pas de démocratie.»³

Baudouin FERRANT

Secrétaire

Centrale Alimentation-Horeca-Services

Section de Bruxelles

VISAGE FRACASSÉ



Mes vifs remerciements vont aux camarades-citoyennes Myriam Akhaloui et Sylviane Petit pour l'aide apportée à l'écriture de ce texte.

Je me suis largement inspiré d'une remarquable synthèse écrite par Myriam de nos travaux lors de la formation à Borzée en 2000-2001.

Pour sa part, Sylviane a relu ce texte et ses remarques l'ont rendu plus clair et pédagogique.

- * John Maynard Keynes, économiste (1883-1946) et financier britannique dont la doctrine a eu une considérable influence sur les politiques du 20ème siècle.
- ** Preuve, s'il en faut, que le syndicalisme n'est pas indifférent au monde capitaliste, la détermination que ce dernier met partout et de tous temps à le marginaliser, le briser, le criminaliser ou le 'technocratiser' ...

- 1 Eloge de la désobéissance – A propos d'un «spécialiste» Adolf Eichmann.
Par Rony Brauman et Eyal Sivan. Editions «Le Pommier», 1999 p.100.
- 2 La Splendeur du chaos. Par Edouardo Lourenço.
Editions «L'Escapette», 2002 p. 14-15.
- 3 Futur Antérieur. L'«Auffang-Lager» de Breendonk et l'univers concentrationnaire nazi. (1933-1945)
Par des élèves de l'Institut Sainte-Marie de La Louvière.
Editions «Christian Frisch». 1993 p. 126-127

Auschwitz nous parle d'aujourd'hui

L'expérience débute en 1997. Un groupe de délégués syndicaux participe au voyage d'étude organisé par la Fondation Auschwitz. Pendant quatre jours, ces représentants des travailleurs, encadrés par Baudouin Ferrant, formateur syndical de la FGTB de Bruxelles, découvrent les vastes plaines des camps d'Auschwitz-Birkenau et reçoivent des survivants leurs précieux témoignages.

René Raindorf, résistant et survivant des camps, qui intervenait régulièrement dans les formations syndicales de la FGTB de Bruxelles, inspira à Baudouin Ferrant l'initiative et la défendit énergiquement.

Le voyage d'étude à Auschwitz est par essence destiné aux enseignants, aux éducateurs, aux animateurs culturels et aux rhétoriciens lauréats du concours de dissertation.

L'idée que des syndicalistes y participent ne semblait pas si évidente.

En effet, d'aucuns pourraient demander quelles peuvent bien être les motivations, pour un délégué syndical, de se rendre à Auschwitz.

Parmi les multiples raisons, la plus évidente est que l'engagement syndical comprend notamment la volonté de préserver les libertés démocratiques et sociales et, par conséquent, s'oppose aux partis et mouvements d'extrême droite.

Dans le but d'aller plus avant dans la réflexion, un groupe de travail a été constitué par les délégués qui ont visité Auschwitz: suite aux diverses actions (participations à des colloques, formations, création d'un stand pour les fêtes du 1er mai, etc.), la question «que transmettre?» revenait régulièrement.



Dans quelle mesure et de quelle manière partager cette expérience?

Il est alors apparu clairement qu'il n'était pas possible d'être des «témoins des témoins» sans perte qualitative.

Après ce constat, la solution adoptée fut d'utiliser l'expérience du voyage comme la pierre angulaire des actions futures et de mettre en avant certaines similitudes tant au niveau politique qu'économique entre le passé et le présent.

Depuis lors, une (mini)exposition fut créée pour servir de support à la réflexion et de nombreuses activités ont été réalisées essentiellement dans le milieu syndical.

Aujourd'hui, c'est vers un public beaucoup plus large que nous nous tournons avec la campagne de lutte contre le fascisme et le racisme «Liberté et Tolérance» et l'exposition des œuvres de Jacques Rozenberg.

